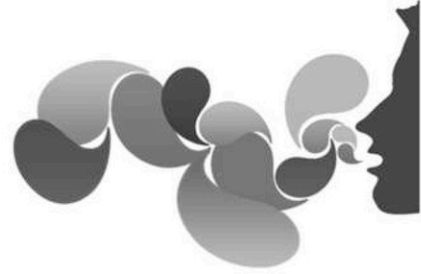


ARGUS

LA REVUE QUÉBÉCOISE DES PROFESSIONNELS DE L'INFORMATION
VOLUME 45, N° 2 — 2017 / POSTE PUBLICATION 40021801



— ET SI L'ON PARLAIT LA LANGUE DE L'ARGENT —



Corpo 3.0 : “on jase”

La CBPQ a amorcé une réflexion pour son plan stratégique triennal. Nous désirons nous fixer des objectifs à long terme qui seront en adéquation avec les besoins des bibliothécaires d'aujourd'hui. Pour ce faire, nous voulons vous rencontrer et “jaser” avec vous.

Venez parler avec votre CA aujourd'hui de la Corpo que vous souhaitez pour demain.

Date : 8 juin 2017, 13:00 à 16:00

Lieu : Montréal, à déterminer

Inscription gratuite : goo.gl/VlhnY0

Programme de l'après-midi

13:00 Accueil

13:05 L'opinion de la “majorité silencieuse” : ce que nos membres nous disent dans deux sondages et dans leurs commentaires en 2017

13:15 “L'inspiration” - Table ronde - quelles sont les activités de la CBPQ qui incarnent le mieux la mission d'aujourd'hui et celle de demain?

14:15 Discussions en petits groupes : quelles sont les activités sur lesquelles la CBPQ doit se concentrer dans les prochaines années et comment les réaliser au mieux?

15:30 Retour en plénière pour dégager les principales orientations

16:00 Conclusion et fin

Vous ne pouvez pas venir?

Donnez-nous vos commentaires et ils seront communiqués aux participants le 8 juin.

Voici les principales questions abordées durant cette rencontre :

- Dans quelles activités la mission de la CBPQ s'incarne le plus aujourd'hui?
- Quelles autres activités la CBPQ devrait-elle mettre en place pour répondre au mieux à sa mission?

Vous pouvez **envoyer vos commentaires d'ici le 25 mai 2017** à dg@cbpq.qc.ca

ARGUS

VOLUME 45, N° 2

LE MOT DE PRÉSENTATION // 5

Bibliothèque(s) & Argent

[Marie-Eve Auclair]

DOSSIER / ET SI L'ON PARLAIT LA LANGUE DE L'ARGENT

Des millions en don pour des bibliothèques [Guy Gosselin] // 6

Valeur des bibliothèques, des archives et des musées

dans un monde en mouvement : Faits saillants

du Sommet et regard vers le futur [Zeïneb Gharbi] // 8

La philanthropie et la bibliothèque : Un nouveau modèle

[Véronique Parenteau] // 13

Des pauvres à la bibliothèque. Enquête au Centre Pompidou

[julien Perrier-Chartrand] // 18

Measuring the economic value of libraries [Andrew Tessler] // 21

L'argent et les bibliothécaires [Stéphanie A. Grenier] // 25

Utiliser les statistiques des bibliothèques publiques

pour évaluer, planifier et convaincre [Sophie Loïsel] // 29

Positionner la bibliothèque :

Enjeux et défis dans le milieu collégial [Claire Giroux] // 33

375^e de Montréal – La naissance de la lecture publique

à Montréal [François Séguin] // 37

Chronique rurale – Reconnaître la valeur des bibliothèques publiques

[Catherine St-Arnaud-Babin] // 42

Les 500 mots métiers – Un nouvel outil pour les professionnels

de l'information [Marie-Claire Barbeau-Sylvestre] // 44

6 à 8 de la CBPQ : Table ronde sur la gestion en bibliothèque

[Stéphanie Dupa] // 46

La curation de contenus : une activité stratégique pour accroître

la visibilité de la bibliothèque [Elsa Drevon, Christine Dufour

et Dominique Maurel] // 49

Un mot de la nouvelle directrice générale de la CBPQ // 54

Du nouveau pour Argus //54



ILLUSTRATION : J. W. STEWART





Corporation des bibliothécaires
professionnels du Québec
Corporation of Professional Librarians of Quebec

Rabais corporatifs

Les membres de la CBPQ bénéficient de rabais dans ces organismes et entreprises.

M MUSÉE DES
BEAUX-ARTS
MONTRÉAL



LES GRANDS
EXPLORATEURS
.COM

NEWLOOK
lunetterie

**SALON DU LIVRE
DE MONTRÉAL**

L'Artothèque
Des œuvres chez vous

Lapointe
centres dentaires

AMERISPA

belairdirect.



Webinaires (offerts en différé)

Nos webinaires sont disponibles en différé. Inscrivez-vous pour y avoir accès.

Un club de lecture vivant et motivant

Formatrice: Mélanie Trudeau-Lauzon

Apprivoiser les outils de veille informationnelle

Formatrice: Anik Dumont-Bissonnette

Comment élaborer une stratégie d'implantation de réseaux sociaux

Formatrice: Daphné Bélizaire

Le web sémantique et bibliothèque numérique

Formatrice: Lyne DaSylva

Les applications mobiles pour gagner en productivité

Formatrice: Elena Bubelich

Et d'autres, visitez cbpq.qc.ca/activites

Bibliothèque(s) & Argent

Et si l'on parlait la langue de l'argent? Cette question, à la fois boutade et défi, lancée aux bibliothécaires, a constitué le cœur de notre réflexion pour le présent Argus. Quels rapports les bibliothèques entretiennent-elles avec le développement, l'économie ou le marketing, en un mot, l'argent?

La Déclaration des bibliothèques du Québec stipule que les bibliothèques sont des « vecteurs de littératie de développement durable » (BANQ, 2016). Pourrait-on ainsi soutenir qu'elles sont des véhicules d'enrichissement sociétal et économique? C'est ce que laisse supposer un rapport récent de l'OCDE démontrant que l'augmentation du taux de littératie de 1% dans une population donnée fait grimper son PIB par habitant de 1,5%? Le Québec compte près de 4000 bibliothèques. Comment se portent-elles? Comment ces bibliothèques et celles d'ailleurs répondent-elles à leurs défis financiers? Saisissent-elles les opportunités qui se présentent à elles?

En ouverture, Guy Gosselin, le président du conseil d'administration de la CBPQ, nous plonge dans le monde de la philanthropie en bibliothèques. Puis, Zeïned Gharbi offre un compte-rendu du dernier Sommet de BAC portant sur la valeur économique des bibliothèques, tandis que Stéphanie Dupa nous propose un résumé du dernier 6 à 8 de la CBPQ sur le thème de la gestion en bibliothèque. Ensuite, une entrevue avec Marie-Claude Collet, directrice générale de la Fondation de BANQ, réalisée par Véronique Parenteau, nous révèle le rôle et l'importance de cette instance.

Andrew Tessler, dans un article suivant, nous démontre l'apport économique important des bibliothèques et leur impact positif sur nos sociétés. Sophie Loiselle, quant à elle, nous enjoint à utiliser les statistiques des bibliothèques pour évaluer, planifier et convaincre. Dans le même esprit, Claire Giroux nous entretient des défis à relever pour bien positionner la bibliothèque collégiale auprès de ses décideurs.

La réalité des bibliothèques rurales est souvent différente de celles situées en milieu urbain. Ce pourquoi, Catherine St-Arnaud-Babin, elle-même bibliothécaire en Mauricie, nous livre une chronique sur la situation des bibliothèques rurales et leur valeur économique. Enfin, Elsa Drevon, Christine Dufour et Dominique Maurel nous font découvrir la curation de contenus et ses opportunités pour le milieu des bibliothèques.

En complément, trois présentations de livres ayant retenu notre attention concluent cette édition. D'abord, Julien Perrier-Chartrand propose un compte-rendu commenté de *Des pauvres à la bibliothèque*, ensuite Marie-Claire Barbeau-Sylvestre nous offre une présentation de *Les 500 mots métiers. Bibliothèques, archives, documentation, musées* et enfin, François Séguin nous propose quelques extraits remaniés de son livre *D'obscurantisme et de lumières. La bibliothèque publique au Québec*.

À tous, une belle lecture!

Marie-Eve Auclair

Rédactrice en chef, Argus

COMITÉ ARGUS : MARIE-EVE AUCLAIR – RÉDACTRICE EN CHEF, MARIE-CLAIRE BARBEAU-SYLVESTRE, VIOLAINE FORTIER, ARIANE LEGAULT-VENNE, YVON-ANDRÉ LACROIX, MAGALI MORIN, MYLÈNE PICARD, ANAÏS SALOMON // COLLABORATION : CATHERINE MONGEAU // CORRECTIONS ET RELECTURE : MERCI À EDWARD BILODEAU, ARIANE LEGAULT-VENNE, JULIETTE TIRARD-COLLET, MARIE TREMBLAY // ILLUSTRATION DE LA PAGE COUVERTURE : J.W.STEWART - WWW.JWSTEWART.NET/ILLUSTRATION // DIRECTION ARTISTIQUE : MARTINE MAKSUD - MAKSUDGRAPHISME.COM // IMPRESSION - JB DESCHAMPS // PUBLICITÉ - AURORE ACAPO 514 845-3327 // ARGUS SUR LE WEB : HTTP://CBPQ.QC.CA/PUBLICATIONS/ARGUS

DÉPÔT LÉGAL. BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU CANADA. BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC ISSN 0315-9930 POSTE PUBLICATION 40021801 - TIRAGE 1000 EXEMPLAIRES // ARGUS EST UNE REVUE PUBLIÉE TROIS FOIS L'AN PAR LA CORPORATION DES BIBLIOTHÉCAIRES PROFESSIONNELS DU QUÉBEC (C.B.P.Q.) DONT LE SIÈGE SOCIAL EST SITUÉ AU : 1453, RUE BEAUBIEN EST, BUREAU 215, MONTRÉAL (QUÉBEC) H2G 3C6 - TÉLÉPHONE : 514 845-3327 - TÉLÉCOPIEUR : 514 845-1618, INFO@CBPQ.QC.CA // TOUS LES TEXTES PUBLIÉS DANS LA REVUE EXPRIMENT LES POINTS DE VUE ET OPINIONS DES AUTEURS ET N'ENGAGENT QUE CEUX-CI. ABONNEMENT ANNUEL 33\$ (QUÉBEC TARIF INDIVIDUEL 12\$ LE NUMÉRO) QUÉBEC INSTITUTIONNEL 40\$ (15\$ LE NUMÉRO) CANADA 48\$ (17\$ DU NUMÉRO) ÉTATS-UNIS 48\$ CAD. (17\$ CAD. DU NUMÉRO) ÉTRANGER 50\$ CAD., ÉTUDIANTS (QUÉBEC, CANADA) 23\$. TOUTE DEMANDE CONCERNANT LES NUMÉROS MANQUANTS DOIT ÊTRE ENVOYÉE AU PLUS TARD UN MOIS APRÈS LA DATE DE PARUTION AU SECRÉTARIAT DE LA C.B.P.Q. TOUTE REPRODUCTION DES ARTICLES, EN TOTALITÉ OU EN PARTIE, DOIT ÊTRE AUTORISÉE PAR LE COMITÉ DE RÉDACTION. LES ARTICLES DE LA REVUE SONT INDEXÉS DANS : > ARTICLEFIRST (OCLC) > FRANCIS > LIBRARY, INFORMATION SCIENCE & TECHNOLOGY ABSTRACTS (LISTA) > LIBRARY LITERATURE > REPÈRE > WILSON OMNI.

Des millions en don pour des bibliothèques

GUY GOSSELIN /

En 2013, j'assistais à la conférence de l'ALA à Chicago lorsqu'un ami bibliothécaire m'a proposé de l'accompagner pour visiter la nouvelle bibliothèque Joe and Rika Mansueto, de l'Université de Chicago. J'ai accepté, car j'aime bien m'inspirer des nouvelles bibliothèques.

La Joe and Rika Mansueto Library est une bibliothèque spectaculaire dont la partie visible est un immense dôme de verre, alors que les collections sont sous terre. Je vous invite par ailleurs à aller voir sur internet quelques photos de ce bâtiment hors du commun. J'ai été particulièrement impressionné par le système robotisé de recherche et de livraison de livre, d'une efficacité remarquable.

La bibliothèque possède un pouvoir d'attraction sur les donateurs qui est loin d'être insignifiant. Ce n'est pas sans raison. La bibliothèque joue dans la société un rôle noble et important, celui de gardien et de diffuseur du savoir.

Outre le bâtiment lui-même, ce qui m'a frappé, c'est que sa réalisation, au coût de plus de 80 M\$, a été rendue possible grâce à un don de 25 M\$ de Joe et Rika Mansueto¹, deux diplômés de l'Université de Chicago.

En 2011, j'avais également eu le plaisir de visiter la Taylor Family Digital Library de l'Université de Calgary, une magnifique bibliothèque de 6 étages, dont la construction, plus de 200 M\$, avait été rendue possible grâce à un don de 25 M\$ de Don and Ruth Taylor², des amis et supporteurs de l'Université de Calgary.

Les bibliothèques universitaires ne sont pas les seules à recevoir des dons exceptionnels. Ainsi, en 2008, M. Stephen A. Schwarzman a donné 100 M\$ à la New York Public Library³ pour la rénovation et l'agrandissement du bâtiment principal, doté d'une magnifique salle de lecture construite il y a 100 ans.

Au Québec, il est difficile de compétitionner avec les États-Unis au chapitre de la taille des dons visés. Cependant, il faut être conscients qu'un don plus modeste peut servir parfois de bougie d'allumage pour favoriser l'investissement public et ainsi accroître la somme globale investie. C'est le cas à Saint-Lambert, où un Lambertois a décidé en 2013 de donner 1,2 M\$ pour développer la bibliothèque

Ayant une formation en philosophie et en sciences de l'information, Guy Gosselin est actuellement Directeur du Service de la bibliothèque de l'ÉTS. Il est membre du Sous-comité des bibliothèques du BCI, président du Groupe de travail sur la promotion



du développement des compétences informationnelles (Université du Québec) et président de la CBPQ. Il s'intéresse en particulier au développement de la bibliothèque comme milieu de vie et au soutien à la recherche universitaire notamment par la valorisation des publications au moyen de la bibliométrie et du libre accès.

municipale et en améliorer les services, en particulier pour les aînés, ce qui a permis à la ville d'entreprendre des travaux importants de modernisation de la bibliothèque⁴.

Tout cela pour dire que la bibliothèque possède un pouvoir d'attraction sur les donateurs qui est loin d'être insignifiant. Ce n'est pas sans raison. La bibliothèque joue dans la société un rôle noble et important, celui de gardien et de diffuseur du savoir. Ce rôle, qui peut remonter jusqu'à l'Antiquité, prend encore plus d'importance aujourd'hui dans une société dite du savoir comme le souligne d'ailleurs la *Déclaration des bibliothèques québécoises* : « La bibliothèque est un bien collectif et un lieu où se développe une relation aux savoirs faite d'exploration, d'échange, de connaissances, de culture et d'enrichissement ».

Les gens du milieu documentaire ne sont pas les seuls à reconnaître l'importance de ce rôle. La campagne d'engouement pour la *Déclaration* nous a permis de découvrir des supporteurs provenant de tous les horizons de la société, certains plus proches naturellement de notre milieu, comme un auteur ou un comédien, mais aussi d'autres moins attendus, comme une boxeuse ou un président de banque. Les bibliothèques sont « ...des leviers de développement économique et social »⁵, affirme Louis Vachon, président et chef de la direction de la Banque nationale du Canada. Cette reconnaissance d'un acteur important du monde des affaires contribue certainement à hausser le prestige des bibliothèques dans ce milieu et ainsi susciter l'intérêt d'éventuels donateurs.

Les bibliothèques sont «... des leviers de développement économique et social», affirme Louis Vachon, président et chef de la direction de la Banque nationale du Canada. Cette reconnaissance d'un acteur important du monde des affaires contribue certainement à hausser le prestige des bibliothèques dans ce milieu.

Le rôle traditionnel de notre profession est d'assurer la conservation et l'accès à l'information. Au XXI^e siècle, s'ajoutent à ce rôle de nouvelles expertises qui vont, par exemple, de la bibliométrie à l'animation en passant par l'aménagement d'espaces pour faire de la bibliothèque un troisième lieu. Ce n'est là qu'un aperçu de l'éventail diversifié des activités couvertes aujourd'hui par les bibliothécaires. Qui sait, la recherche de donateurs sera peut-être une nouvelle couleur professionnelle dans une palette déjà riche ?

1. UChicagoNews, <https://news.uchicago.edu/article/2008/05/12/university-chicago-receives-25-million-gift-morningstar-ceo-support-new-library-b>
2. University of Calgary, <http://fdl.ucalgary.ca/funding>
3. Business Insider, www.businessinsider.com/steve-schwarzman-didnt-show-up-to-the-ribbon-cutting-ceremony-at-the-building-he-donated-2011-2
4. www.saint-lambert.ca/fr/services-recreatifs/bibliotheque/fondation-des-amis-de-la-bibliotheque
5. La Presse plus, 4 novembre 2016



Valeur des bibliothèques, des archives et des musées dans un monde en mouvement

Faits saillants du Sommet et regard vers le futur

ZEÏNEB GHARBI /

Au début du mois de décembre 2016, Bibliothèque et Archives Canada (BAC) a organisé en partenariat avec l'Association des musées canadiens, sous l'égide de la Commission canadienne pour l'UNESCO, « À nous la rue : Sommet sur la valeur des bibliothèques, des archives et des musées dans un monde en mouvement. » Le Sommet avait pour objectif de

Le Sommet avait pour objectif de se pencher sur la valeur sociale et économique des bibliothèques, des archives et des musées, de partager des résultats de recherche et de discuter de collaborations, d'innovations et de partenariats futurs entre les divers participants. L'événement a accueilli près de 300 participants sur place.

se pencher sur la valeur sociale et économique des bibliothèques, des archives et des musées, de partager des résultats de recherche et de discuter de collaborations, d'innovations et de partenariats futurs entre les divers participants. L'événement a accueilli près de 300 participants sur place¹. Les conférenciers,

les panélistes et les modérateurs représentaient six organismes fédéraux, onze organisations publiques, privées ou indépendantes et quatre organisations internationales (de Grande-Bretagne, de Nouvelle-Zélande, de Suisse et des États-Unis).

On le sait, l'argent a toujours été le nerf de la guerre et continue à l'être. Le monde de la culture – aussi noble soit-il – n'y échappe pas. Or, parler d'argent reste tabou, d'autant plus que les bibliothèques, les archives et les musées sont de prime abord associés au savoir, à la mémoire, à l'histoire et au patrimoine documentaire. Dans le même contexte, la pertinence des bibliothèques et autres institutions de mémoire est mise à rude épreuve chaque fois qu'il s'agit de contraintes budgétaires, de rationalisation et de faire mieux avec moins, pour reprendre les expressions d'usage. Ces institutions sont-elles encore nécessaires dans un monde dominé par l'instantanéité de l'information, accessible au bout de nos claviers grâce aux Google, Facebook, Amazon et Twitter de ce monde? Mais de quelle information parle-t-on au juste, de quelle culture et de quel savoir?

L'expérience de plusieurs bibliothèques publiques a démontré la vitalité de ces institutions. Le franc succès de la Grande Bibliothèque, à Montréal, en

Détentrice d'une maîtrise et d'un doctorat en sciences de l'information de l'EBSI, Zeïneb Gharbi œuvre au sein de BAC depuis 2007, où elle assure des fonctions liées à l'élaboration des recherches et des analyses et au développement des politiques.



Auparavant, elle était chargée de cours à l'UdM dans le programme du Certificat en gestion de l'information numérique. Ses intérêts professionnels sont les données ouvertes, les médias sociaux, les compétences des professionnels de l'information et la collaboration entre les institutions de mémoire, dans le contexte de l'administration publique fédérale.



PHOTO : ERIC CHERRY, GRACIEUSEMENT DE BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA

De gauche à droite : Mark O'Neill, Sébastien Goupil, John McAvity, Randy Boissonnault, Donna Livingstone, Guy Berthiaume, Eric Sze-Lang Chan, Chris Kitzan.

témoigne; d'autres bibliothèques canadiennes ont emboîté le pas, par exemple à Halifax² et à Winnipeg³, ou sont en train de le faire, comme dans le cas de la nouvelle bibliothèque publique d'Ottawa⁴. Il est vrai que la vocation et les activités des institutions de mémoire ont évolué dans la dernière décennie, et celles-ci sont devenues des espaces plus ouverts au public, des espaces d'échanges, de rencontres et de collaboration. C'est là aussi que réside la force de ces institutions, qui ont su s'adapter tant à leur environnement en constante mutation qu'aux attentes changeantes de leurs usagers.

Revenons donc à la langue de l'argent : et si le salut des bibliothèques passait, entre autres, par la démonstration de leur impact économique dans la société? De plus en plus de recherches et d'expérimentations liées aux industries créatives démontrent que les bibliothèques ont, dans la vie des citoyens et des entrepreneurs locaux, un impact socioéconomique plus grand que ce qu'on serait porté à croire. À ce sujet, dans une conférence donnée à BAC le 11 janvier dernier, Alberto Manguel soulignait le rôle que jouent les bibliothèques pour former de meilleurs citoyens. Il présentait les bibliothèques comme des laboratoires d'expérimentation et de création ouverts à tous les citoyens.

Le Sommet « À nous la rue » était composé de trois ateliers principaux⁵ pendant lesquels des conférenciers⁶ ont discuté de divers aspects relatifs à la valeur des bibliothèques, des archives et des musées, de partenariats non traditionnels, d'innovations, de défis et de projets futurs dans le but commun de faire connaître davantage leurs collections respectives et de mieux servir leurs usagers. Les présentations et les discussions qui ont eu lieu au Sommet ont permis de dégager cinq principaux thèmes d'orientation pour une meilleure valorisation des institutions de mémoire, thèmes qui sont présentés dans ce qui suit.

TRAVAILLER EN PARTENARIAT POUR INNOVER

Dans le cadre du Sommet, des expérimentations novatrices ont été présentées, démontrant que collaborer avec des partenaires non traditionnels est une clé du succès. Ainsi, le Musée canadien de l'immigration du Quai 21 a collaboré avec l'aéroport Stanfield d'Halifax afin d'accueillir les nouveaux arrivants au Canada. Ce partenariat a permis d'atteindre les résultats désirés, mais aussi de créer des synergies prometteuses et imprévues entre deux institutions ayant des mandats différents. Un autre exemple était le témoignage du réalisateur Derek Kwan, qui



a parlé d'une collaboration initiale avec le laboratoire d'innovation de la Bibliothèque publique de Vancouver lui permettant de réaliser son documentaire, ce qui a donné lieu par la suite à des présentations dans des festivals de films, puis à la *Canadian Broadcasting Corporation* (CBC).

CONTENU NUMÉRIQUE ET FRÉQUENTATION DES LIEUX PHYSIQUES

C'est le thème qui était le plus récurrent du Sommet. Bon nombre de participants s'entendaient sur le fait que les institutions de mémoire répondent activement à la demande accrue de contenu numérique et

mettre en œuvre leurs propres initiatives numériques. Compte tenu de cette présence numérique croissante, un paradoxe a été constaté au cours du Sommet : la popularité accrue des institutions de mémoire en ligne entraîne une popularité accrue concomitante de leurs lieux physiques. Bien que cette affirmation semble contre-intuitive, il est avéré que lorsque les usagers découvrent l'existence des collections en ligne, ils veulent ensuite faire l'expérience concrète de toucher ou de voir l'artéfact authentique. Or, cela pose un autre défi : celui de disposer des budgets nécessaires pour continuer à mettre du contenu en ligne, tout en maintenant et en améliorant les services en personne.

Les pratiques novatrices incluent les marathons de programmation, les rencontres et les ateliers, ainsi que les séminaires pour les petites entreprises, ces derniers visant à aider les administrateurs à s'adapter aux technologies perturbatrices et aux nouveaux modèles opérationnels ou, encore, à mettre en œuvre leurs propres initiatives numériques.

continuent à chercher des façons de demeurer pertinentes et présentes dans l'environnement numérique, tout en démocratisant davantage l'accès à leurs collections. À ce sujet, les bibliothèques se distinguent largement par leur présence à la fine pointe du numérique, notamment le réseau des bibliothèques publiques de Toronto, réseau le plus visité en Amérique du Nord. Les pratiques novatrices incluent les marathons de programmation, les rencontres et les ateliers, ainsi que les séminaires pour les petites entreprises, ces derniers visant à aider les administrateurs à s'adapter aux technologies perturbatrices et aux nouveaux modèles opérationnels ou, encore, à

MISE EN VALEUR DES INSTITUTIONS DE MÉMOIRE

« Parler le langage des décideurs », c'est être en mesure de quantifier et de communiquer aux décideurs la valeur (surtout économique) des institutions de mémoire qui se trouvent en concurrence avec les écoles, les hôpitaux ou les projets d'infrastructure qui, tous, requièrent également du financement public. Des études d'impact économique récentes effectuées pour la British Library, la Bibliothèque publique de Toronto et la Bibliothèque publique d'Ottawa ont démontré que chaque dollar investi dans les bibliothèques entraîne un rendement économique d'environ cinq dollars. D'autres études horizontales, réunissant plusieurs institutions, sont encore nécessaires pour valider l'impact économique de cette communauté dans son ensemble auprès des gouvernements et des décideurs. Par ailleurs, l'analyse de l'impact économique n'est qu'un élément de l'illustration de la valeur, car les institutions de mémoire jouent un rôle social, culturel et politique de première importance. Il importe donc qu'elles trouvent des manières de démontrer aux gouvernements et aux décideurs leurs impacts concrets sur la société à long terme.



De gauche à droite : Francesco Manganiello; Andrew Tessler ; John McAvity; Marie Chapman; Paul Gilbert; Vickery Bowles; Guy Berthiaume; Patrice Landry; Victoria Dickenson; Robert McIntosh; Maureen Sawa; Liz White; Donna Bourne-Tyson; John Roberts; Paul Takala; Dara Price.

INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATRICES

En tant que catalyseurs de création, les institutions de mémoire jouent un rôle fondamental sur le plan culturel. Elles constituent une source d'inspiration, un endroit où des liens peuvent se créer, où des collaborations peuvent se développer, où l'histoire peut être expliquée et l'avenir imaginé. L'œuvre de Sarah Hatton intitulée *Detachment*⁷, le livre accordéon chinois d'Eric Sze-Lang Chan, ainsi que la présentation sur les archives commémoratives de la Première Guerre mondiale de R.H. Thompson et Mike Wallace ont été cités comme des exemples du rôle des institutions de mémoire en tant que source de création.

POLITIQUES PUBLIQUES ET RÈGLEMENTATION

Les institutions de mémoire opèrent dans un contexte régi par une multitude de règles et de politiques publiques touchant, par exemple, le droit d'auteur et la propriété intellectuelle. Pour les artistes, la difficulté de protéger leurs œuvres numériques et, par conséquent, d'être rémunérés à leur juste valeur représente un défi majeur. Pour les institutions, les licences des publications électroniques, la protection des renseignements personnels, la disponibilité (ou non) d'Internet haute vitesse dans les régions rurales sont autant de facteurs à prendre en considération lorsque des projets d'innovation voient le jour.

LE MOT DE LA FIN :

LA DÉCLARATION D'OTTAWA (2016)

Unir les efforts des institutions de mémoire pour faire face aux défis de tous genres auxquels elles sont confrontées n'est pas une idée nouvelle. D'ailleurs, la création de BAC et de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ), issues toutes les deux de la fusion de la Bibliothèque nationale et des Archives nationales, montre que le Canada est à l'avant-garde dans la gestion de son patrimoine documentaire. L'idée centrale qui a motivé ces deux fusions d'envergure consistait à établir des associations et regrouper des expertises et des services pour mieux préserver le patrimoine documentaire du pays et pour répondre aux besoins et demandes des usagers de façon optimale.

Le Sommet est venu renforcer l'importance de collaborer pour le bien de tous, institutions et citoyens. C'est dans cette veine que le bibliothécaire et archiviste du Canada, Guy Berthiaume, a proposé en conclusion du Sommet la Déclaration d'Ottawa, qui a été adoptée à l'unanimité par les participants :

Rassemblés à Ottawa pour le Sommet À nous la rue, les membres de la communauté des bibliothèques, des archives et des musées s'engagent à trouver des nouvelles manières de collaborer pour accroître la visibilité et l'impact de nos institutions de mémoire.



En adoptant cette Déclaration, nous prenons donc ensemble l'engagement d'adapter et de réinventer continuellement nos institutions; un engagement qui vise avant tout à permettre aux Canadiennes et aux Canadiens de reconnaître la pleine valeur des bibliothèques, des archives et des musées.

Ensemble, nous déclarons vouloir :

- accroître la collaboration entre nos institutions et nos réseaux aux niveaux local et national afin de mettre de l'avant des nouveaux partenariats qui vont stimuler la créativité et renforcer l'engagement;
- élaborer des programmes et des services novateurs et adopter des technologies qui vont nous donner les moyens de faire participer nos publics; et
- enrichir et élargir l'accès à nos collections, afin de contribuer de façon significative au bien commun et au développement durable.

Le Sommet a ainsi agi comme révélateur de l'unité des institutions de mémoire, celles-ci misant de plus en plus sur leurs dénominateurs communs plutôt que sur leur singularité, tel que l'incarne le texte de la Déclaration d'Ottawa.

-
1. Quelque 330 autres participants ont suivi le Sommet en direct grâce à la webdiffusion.
 2. Halifax Central Library. <http://halifaxcentrallibrary.ca/> [Accessible le 3 février 2017].
 3. Winnipeg Public Library. <http://wpl.winnipeg.ca/library/> [Accessible le 3 février 2017].
 4. Une nouvelle bibliothèque centrale dans la capitale. www.bibliothequepubliquedottawaamis.ca/fr/news/0/146/ [Accessible le 3 février 2017].
 5. L'ordre du jour détaillé du Sommet est disponible sur le site de BAC. www.bac-lac.gc.ca/fra/a-notre-sujet/evenements/Documents/BAC-sommet-agenda.pdf, ainsi que les résumés des conférences www.bac-lac.gc.ca/fra/a-notre-sujet/evenements/Pages/2016/Resume-presentation-sommet.aspx [Accessible le 3 février 2017].
 6. Les biographies de tous les intervenants du Sommet sont également disponibles sur le site de BAC. www.bac-lac.gc.ca/fra/a-notre-sujet/evenements/Pages/2016/biographies-sommet-biblio-archives-musees.aspx [Accessible le 3 février 2017].
 7. Une vidéo à propos de l'œuvre Detachment. http://sarahhattonartist.com/portfolio_page/detachment/ [Accessible le 3 février 2017].



Entretien avec M^{me} Marie-Claude Collet -
Directrice générale, Fondation BANQ

La philanthropie et la bibliothèque

Un nouveau modèle



PHOTO © MICHEL LEGENDRE

Madame Marie-Claude Collet, Directrice général - Fondation BANQ.

PROPOS RECUEILLIS PAR VÉRONIQUE PARENTEAU

Afin de continuer à mettre en œuvre des projets mobilisateurs et innovants, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) jouit du soutien de la Fondation de BANQ (fondation.banq.qc.ca).

Celle-ci, grâce à l'appui de nombreux partenaires, des membres de son conseil d'administration et des Amis de BANQ (amis.banq.qc.ca), recueille des fonds pour l'aider à accomplir ses missions.

Nous avons rencontré sa directrice générale, Marie-Claude Collet, pour en savoir plus.



Au service de Bibliothèque et Archives nationales du Québec depuis 2002, Véronique Parenteau a notamment travaillé aux acquisitions de la Collection universelle et dans la section Musique et films de la Grande Bibliothèque comme bibliothécaire de réf-



rence. Depuis 2013, elle se consacre quotidiennement à des dossiers liés aux services et aux ressources numériques. Web, médias sociaux, outils de recherche et rédaction forment son univers professionnel. Elle s'apprête maintenant à approfondir ses compétences en entreprenant un diplôme d'études supérieures spécialisées en édition numérique.

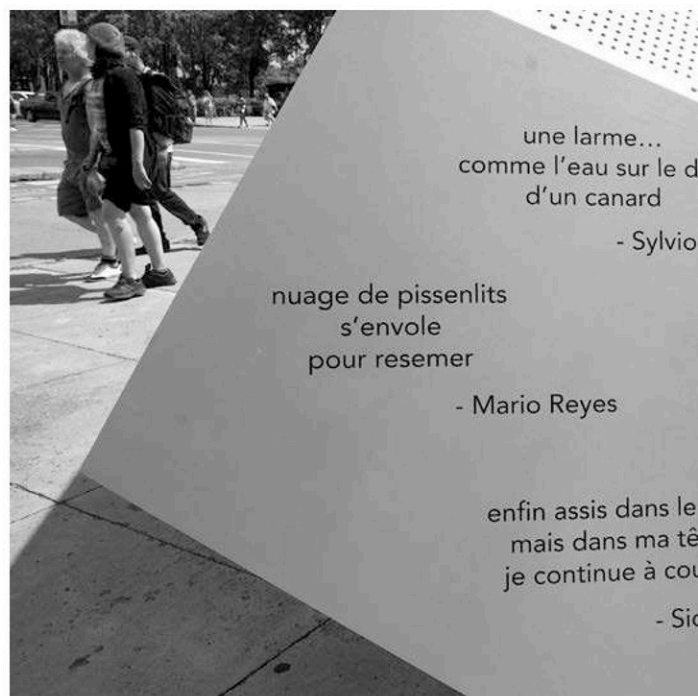


Le Square Banque Nationale.

ment. C'est de là que vient le besoin de faire du développement de partenariats financiers; donc, d'avoir une fondation. Cela permet de saisir des occasions de projets qui émanent des équipes à l'interne et qui deviennent des incontournables en termes de développement de l'offre aux usagers. En fin de compte, la Fondation est là pour aider BANQ à poursuivre ses missions et à bonifier son offre de service.

QUI SONT VOS PARTENAIRES?

Ils sont de tous les secteurs. Ce sont parfois des individus qui s'intéressent à un programme en particulier, comme « Adoptez un livre! ». Ça peut être d'autres



Le pavillon Poème d'un jour.

fondations qui soutiennent des projets en éducation, en culture, en insertion sociale... Il y a des entreprises qui parfois semblent loin de notre mission, mais qui ont des préoccupations semblables aux nôtres. Ce qui crée un lien entre toutes ces entités-là, ce sont des valeurs et des préoccupations partagées : accès à la culture, démocratisation du savoir, diffusion et conservation du patrimoine documentaire, création de programmes de lutte au décrochage scolaire, d'ateliers d'initiation au numérique pour toutes les générations. Évidemment, le virage numérique en cours interpelle plusieurs entreprises et organisations qui nous aident à diminuer la fracture numérique.

POUVEZ-VOUS DONNER DES EXEMPLES CONCRETS DE PARTENARIATS RÉCENTS?

Bien sûr. Il y a le Square Banque Nationale qui a vu le jour récemment. Ce projet vise plusieurs objectifs. Il y a celui de créer un lieu qui attire les jeunes de 13 à 17 ans, un public qu'on a de la difficulté à attirer en bibliothèque. Il y a tout l'aspect des nouvelles technologies, de la création numérique, de l'intérêt que cela suscite. Mais derrière ça, il y a aussi des stratégies de promotion de la lecture. Pour un partenaire



PHOTO : © JEAN CORRELL

Une autre série de conférences portant sur l'économie sociale a vu le jour récemment. C'est le Mouvement Desjardins qui a souscrit à ce projet et qui le soutient financièrement parce que ça correspond à sa mission, certes, mais aussi parce que nous lui avons proposé d'aborder un thème novateur et pertinent.

comme la Banque Nationale, tout ce qui concerne la persévérance scolaire, la lecture chez les jeunes, le soutien de l'accès à la documentation est une préoccupation réelle.

Il y a moins de décrochage scolaire chez les filles, mais elles ont peut-être moins d'intérêt pour les nouvelles technologies. Par le Square, on réussit à les intéresser par l'angle de la création. C'est dans les valeurs associées à la politique de dons de la Banque Nationale que de contribuer à un effort comme celui-là auprès des jeunes.

Par ailleurs, deux séries de conférences sont offertes gratuitement aux usagers de la Grande Bibliothèque grâce à des partenariats. Il y a la série *Finances personnelles* à laquelle la Caisse de dépôt et placement du Québec a d'emblée accepté de s'associer. On y aborde toutes sortes de sujets en demeurant près de la réalité des gens : le travail autonome, l'endettement, l'argent et les enfants, etc.

Marie-Claude Collet

Stratège et gestionnaire en communication et en philanthropie relationnelle, Marie-Claude Collet œuvre depuis plus de 25 ans au sein d'organisations privées et publiques. Elle travaille à la Fondation de BANQ depuis 2013. Elle possède une vaste compréhension des disciplines de la communication et du marketing doublée d'une forte capacité à cerner les enjeux stratégiques et les priorités des entreprises et des organisations, ainsi que leur culture organisationnelle. Elle transpose avec succès cette pratique dans l'univers philanthropique.

Une autre série de conférences portant sur l'économie sociale a vu le jour récemment. C'est le Mouvement Desjardins qui a souscrit à ce projet et qui le soutient financièrement parce que ça correspond à sa mission, certes, mais aussi parce que nous lui avons proposé d'aborder un thème novateur et pertinent. Ces conférences sont offertes par des gens issus de toutes sortes d'entreprises d'économie sociale.

COMMENT FONCTIONNE L'ARRIMAGE ENTRE LES DEUX ENTITÉS QUE SONT BANQ ET SA FONDATION?

L'arrimage se fait par un travail en étroite collaboration entre les équipes et la direction de BANQ, le conseil d'administration de la Fondation et sa permanence. Les projets sont présentés par BANQ à la Fondation qui accepte ensuite de les soutenir et de les présenter aux donateurs. Une fois que les projets sont appuyés par ceux-ci, il faut livrer la marchandise. Nous devons maintenir la proximité avec nos partenaires, faire de la reddition de compte et pour ça il faut que nous demeurions informés de l'avancement des travaux par les équipes de BANQ. C'est une synergie au quotidien. L'arrimage se fait de manière organique, je dirais.





PHOTO : © BANQ

Camp de jour de la Grande Bibliothèque.

QUELLE EST LA CULTURE DU MÉCÉNAT DANS L'UNIVERS DES BIBLIOTHÈQUES AU QUÉBEC?

Au Canada anglais et aux États-Unis, la philanthropie dans les bibliothèques est une pratique bien établie. Au Québec, la culture du mécénat dans les entreprises culturelles est encore jeune, et encore davantage du côté des bibliothèques.

On doit faire de l'éducation auprès des mécènes parce que les bibliothèques évoluent, ont des besoins grandissants. Dans ce contexte, l'implication de partenaires financiers devient incontournable, mais le réflexe n'est pas encore là parce qu'on pense encore à la bibliothèque dans son rôle « traditionnel ».

Par ailleurs, on a l'impression que la gratuité, c'est pour toujours, mais la réalité, c'est que les paramètres ont changé. Il faut donc sensibiliser les donateurs aux besoins des bibliothèques. C'est une culture en émergence.

QU'ENTENDEZ-VOUS PAR « NOUVEAU MODÈLE D'AFFAIRES »? CETTE APPROCHE SEMBLE LOIN DE L'UNIVERS CULTUREL ET PARTICULIÈREMENT DE CELUI DE LA BIBLIOTHÉCONOMIE.

Je considère qu'une fondation comme celle de BANQ doit fonctionner un peu comme une PME. Les gens donnent à des organisations qu'ils connaissent et ils veulent savoir pourquoi ils donnent. Quand je suis arrivée à la direction de la Fondation, un de mes premiers objectifs était de faire en sorte que, tout en gardant un air de famille avec BANQ, elle ait sa

Au Canada anglais et aux États-Unis, la philanthropie dans les bibliothèques est une pratique bien établie. Au Québec, la culture du mécénat dans les entreprises culturelles est encore jeune, et encore davantage du côté des bibliothèques.

propre identité et sa propre mission. Quand on veut créer une entreprise, il faut se trouver une mission, des valeurs et une vision. À partir de ça, on crée son image de marque. Pour moi, la mise sur pied d'une fondation se fait sur le même modèle d'affaires. La Fondation a besoin de rayonner et surtout d'acquiescer de la notoriété pour pouvoir intéresser des donateurs et, par le fait même, augmenter sa crédibilité dans le secteur de la philanthropie. Il faut pour ça utiliser les mêmes stratégies, les mêmes moyens qu'une entreprise le ferait pour prospérer dans un univers compétitif. On veut prospérer pour donner plus à BANQ et à ses usagers. Ça exige une pensée marketing et un souci de notre image de marque. Il faut avoir des outils de communication efficaces et le bon vocabulaire pour susciter l'intérêt des donateurs et pour créer un lien avec la communauté à laquelle on s'adresse.



PHOTO : © CÉDRIC LAVENANT

L'Heure du conte TD.

La Fondation a besoin de rayonner et surtout d'acquérir de la notoriété pour pouvoir intéresser des donateurs et, par le fait même, augmenter sa crédibilité dans le secteur de la philanthropie. Il faut pour ça utiliser les mêmes stratégies, les mêmes moyens qu'une entreprise le ferait pour prospérer dans un univers compétitif.

N'EST-IL PAS RISQUÉ DE CRÉER UN MODE DE FINANCEMENT BASÉ SUR DES PARTENARIATS PRIVÉS POUR ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DE PROJETS ET LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES ?

Oui et non. Évidemment, un service public comme une bibliothèque ne doit pas reposer uniquement sur des partenariats avec le privé. Mais pour moi, c'est un atout d'aller vers l'extérieur, pour deux raisons. Bien sûr, ça nous permet d'aller plus loin, plus vite. Ça nous permet aussi de nous associer à des entreprises qui veulent vraiment s'impliquer. Pour elles, ça peut correspondre à des objectifs d'affaires ou de positionnement, mais tant que nous avons des valeurs et des buts communs, c'est profitable pour toutes les parties. Et tant mieux si on a des partenaires qui sont dans toutes sortes de secteurs d'activité parce que les activités des bibliothèques touchent toutes les sphères. Est-ce que c'est dangereux? Non. C'est plutôt réjouissant de voir qu'il y a des entreprises privées qui ont envie d'aider les institutions culturelles et de s'impliquer dans la collectivité de cette façon.

QUELS SONT LES DÉFIS ET LES AVANTAGES D'UNE FONDATION ASSOCIÉE À LA GRANDE BIBLIOTHÈQUE?

Il faut être à la hauteur d'un lieu, d'une organisation et d'un personnel qui sont reconnus et appréciés, qui jouissent d'un énorme capital de sympathie à travers la communauté; c'est très stimulant! Le défi, c'est de contribuer à perpétuer cet engouement. C'est un défi parce que ce que l'on veut soutenir, ce sont des projets innovants, qui répondent aux besoins des

citoyens. C'est aussi un défi de trouver les bons donateurs pour les bons projets.

L'avantage, c'est que la Fondation représente une organisation solide qui redonne à la société. Quand on arrive devant un donateur, on a déjà une belle écoute, ce qui est facilitant.

COMMENT LA FONDATION DE BANQ SE DÉMARQUE-T-ELLE DES AUTRES FONDATIONS INSTITUTIONNELLES TELLES QUE CELLES DES MUSÉES?

On tente de se démarquer en proposant des projets, ou même des activités-bénéfices, qui sont collés à la mission de BANQ et qu'elle est la seule à pouvoir offrir en raison de son ADN. Par exemple, on a fait récemment notre première activité-bénéfice, intitulée *Mémoires romantiques*. Le concept de la soirée tournait autour de la mise en valeur des livres rares, des trésors archivistiques de BANQ. On a sorti pour la première fois le testament de Jeanne Mance. BANQ a des collections uniques et la Fondation associe ses activités à cette unicité-là. Ça lui permet de faire des activités inédites, différentes. On a beaucoup à exploiter pour mettre en valeur les missions de l'institution et les professions qui y sont associées. C'est comme ça qu'on se démarque des autres fondations et c'est sur ça qu'on base nos communications, notre positionnement et le développement de nos relations avec nos partenaires donateurs.



Des pauvres à la bibliothèque

Enquête au Centre Pompidou

JULIEN PERRIER-CHARTRAND /

Dans leur ouvrage intitulé *Des pauvres à la bibliothèque*¹, les sociologues français Serge Paugam et Camila Giorgetti examinent le rapport qu'entretiennent les individus les plus défavorisés avec la bibliothèque. Pour ce faire, ils se basent sur une enquête qualitative² menée à la bibliothèque publique d'information (BPI) du centre Georges-Pompidou entre décembre 2010 et octobre 2011. La BPI, située à proximité du quartier des Halles, se prête d'autant mieux à ce genre d'étude qu'au contraire des grandes bibliothèques « élitistes » de la région parisienne³, elle se présente depuis son ouverture comme un lieu d'accès démocratique à la culture. Elle offre, en plus

des services de consultation d'ouvrages savants, de nombreuses ressources gratuites comme un espace de navigation internet, une section de « télévisions du monde » et une aire d'auto-formation, dans laquelle les usagers peuvent, notamment, faire l'apprentissage de langues étrangères et s'initier au fonctionnement de programmes informatiques. Ainsi, bien que la BPI demeure principalement fréquentée par des étudiants et des universitaires, elle attire aussi un large public moins favorisé.

Dans la « présentation » de l'ouvrage, les auteurs explicitent d'abord les bases conceptuelles de leur travail en précisant la signification qu'ils donnent au terme *pauvres*. Ils ne s'attacheront pas, nous apprennent-ils donc, à examiner l'utilisation que font de la BPI les individus ou familles à faible revenu, mais ils tenteront plutôt de comprendre ce que l'institution représente pour la « clientèle » en situation de « décrochage ». En se basant sur les théories classiques du lien social développées par Emile Durkheim à la fin du XIX^e siècle, ils identifient trois phases de « disqualification sociale », qui circonscrivent les différentes catégories de déshérités sur lesquelles ils concentrent leurs analyses. La première de ces phases, la *fragilité*, concerne les individus qui ont perdu leur emploi, mais qui entretiennent toujours l'espoir de renouer avec la vie active. La deuxième

Selon les auteurs, les usagers en situation de fragilité trouvent à la BPI, « un moyen de conjurer la première phase de disqualification sociale ». En général, ces usagers fréquentent la bibliothèque avec une assiduité tout à fait remarquable, principalement pour se livrer à la recherche d'un emploi, mais aussi pour s'adonner à des activités intellectuelles structurées leur permettant d'atteindre des objectifs précis.

Après des études en littérature française d'Ancien Régime, Julien Perrier-Chartrand est maintenant chargé de cours et chercheur invité au département de *Romance languages and literatures* de



l'université de Chicago. Il fréquente assidument les bibliothèques depuis que ses parents lui ont permis d'emprunter les albums de *Gaston Lagaffe* pour occuper ses après-midis d'été.

phase, la *dépendance*, concerne les individus qui, ayant abandonné l'idée de réintégrer un jour le marché du travail, comptent sur les prestations de l'état pour assurer leur survie. Enfin, la troisième phase, la *rupture*, concerne les individus sans domicile fixe ou se trouvant dans une situation d'extrême précarité. Les trois chapitres de l'ouvrage s'intéressent successivement à l'utilisation que font de la BPI les usagers appartenant à chacune de ces catégories.

Dans le premier chapitre, intitulé « Fragilité et conformité », les auteurs montrent que les usagers en situation de fragilité trouvent à la BPI, « un moyen de conjurer la première phase de disqualification sociale⁴ ». En général, ces usagers fréquentent la bibliothèque avec une assiduité tout à fait remarquable, principalement pour se livrer à la recherche d'un emploi, mais aussi pour s'adonner à des activités intellectuelles structurées leur permettant d'atteindre des objectifs précis. « Peu importe la nature de [ceux-ci] les personnes qui sont dans la phase de fragilité ont un planning de travail chargé et essaient de ne pas dévier leur attention⁵ » de la discipline qu'ils s'imposent afin de recréer le rythme de la vie professionnelle. Ils en arrivent ainsi à considérer la bibliothèque comme un lieu de travail, dont il est impératif de respecter et de défendre les règlements. Tout en leur permettant de se maintenir dans un sentiment de conformité sociale, le temps qu'ils consacrent à la BPI les aide à différer « l'apparition de l'ennui, l'humiliation, le sentiment d'être inutile⁶ ».

Dans la seconde partie de l'étude, intitulée « Dépendance et négociation », Paugam et Giorgetti montrent



PHOTO : © PUF

Des pauvres à la bibliothèque. Enquête au Centre Pompidou. Serge Paugam et Camila Giorgetti.

que la majorité des personnes tributaires des aides de l'état qui fréquentent la BPI le font soit pour passer le temps, soit pour rencontrer des amis ou soit encore pour se divertir en visionnant des films et en écoutant de la musique. Elles « ont en commun d'organiser toute leur vie autour de la bibliothèque sans avoir réellement d'autres projets [...] La bibliothèque est pour elles un style de vie⁷ », un espace de sociabilité dont les ressources ne constituent pas nécessairement le principal intérêt. Aussi la plupart de ces usagers ont-ils tendance à s'appropriier l'espace commun de la bibliothèque et à tenter, dans la mesure de ce qu'ils considèrent acceptable, d'y évoluer selon leurs propres règles. Cette contestation du règlement ne vise toutefois pas à changer le fonctionnement de l'établissement. Ils connaissent « les limites qu'il convient de ne pas dépasser. [Leurs] entorses au règlement, [qui visent à] maximiser une



Dans le premier chapitre, intitulé « Fragilité et conformité », les auteurs montrent que les usagers en situation de fragilité trouvent à la BPI, « un moyen de conjurer la première phase de disqualification sociale ». En général, ces usagers fréquentent la bibliothèque avec une assiduité tout à fait remarquable, principalement pour se livrer à la recherche d'un emploi, mais aussi pour s'adonner à des activités intellectuelles structurées leur permettant d'atteindre des objectifs précis.

ressource disponible, constituent pour eux autant de victoires symboliques⁸ » témoignant de leur capacité à occuper un espace public.

Dans le troisième chapitre, « Rupture et survie », les auteurs étudient enfin le rapport à la BPI des usagers victimes d'une disqualification sociale complète. Pour ces derniers, la bibliothèque du centre Pompidou constitue avant tout - cela lorsqu'ils parviennent à pénétrer dans l'établissement - un refuge, un lieu de survie où ils peuvent dormir pendant quelques heures, utiliser les toilettes pour satisfaire des besoins d'hygiène élémentaires (défequer, se laver le corps et les dents...) ou encore fuir des conditions météorologiques extrêmes. Si la plupart d'entre-eux tentent de demeurer discrets et évitent généralement d'entrer en contact avec les autres usagers, pour certains l'établissement volontaire de leur misère peut constituer un acte d'affirmation. « Susciter l'indignation peut devenir une arme contre l'indifférence et l'invisibilité. Franchir le seuil de la transgression peut être considéré comme le prix à payer pour éprouver non pas le vide social, mais au contraire le cadre qui intègre⁹ ». Ouvrage universitaire, mais néanmoins facile d'accès, l'étude de Paugam et Giorgetti devrait intéresser tous les lecteurs qui, professionnels de l'information ou simples usagers des bibliothèques, sont curieux de découvrir une face cachée de l'institution. Les conclusions de l'enquête menée à la bibliothèque publique d'information du centre Pompidou pourraient au reste s'appliquer à d'autres bibliothèques,

tant françaises qu'étrangères. Les usagers québécois, par exemple, ne pourront qu'être frappés par les similitudes qui existent entre les comportements des clientèles en difficulté qui fréquentent la BPI et la BANQ. Les usagers les plus défavorisés adoptent en effet dans la bibliothèque du centre-ville de Montréal - et ce, de façon assez explicite pour qu'un curieux s'improvisant sociologue le temps de quelques visites le remarque -, les mêmes attitudes et les mêmes habitudes que les utilisateurs parisiens, profitant du grand lieu de transmission de la culture québécoise comme d'une « ressource sociale » officieuse. *Des pauvres à la bibliothèque* pourrait ainsi servir à la fois de base à une meilleure compréhension générale des besoins des usagers plus vulnérables et de point de départ à une réflexion qui permettrait de mettre en place des mesures pour leur venir en aide. Cet aspect à lui seul justifie selon moi la lecture de l'ouvrage.

1. Serge Paugam et Camila Giorgetti, *Des pauvres à la bibliothèque. Enquête au centre Pompidou*, Paris, Presses universitaires de France, « Le lien social », 2013.
2. 29 usagers assidus de la BPI furent interviewés par une équipe de 6 chercheurs.
3. Les auteurs citent notamment le cas de la bibliothèque nationale de France (BNF) que les usagers en situation de disqualification sociale n'osent pas fréquenter.
4. Serge Paugam et Camila Giorgetti, *Des pauvres à la bibliothèque*, *op. cit.*, p. 35.
5. *Ibid.*, p. 39.
6. *Idem.*
7. *Ibid.*, p. 105.
8. *Ibid.*, p. 116.
9. *Ibid.*, p. 154.



Measuring the economic value of libraries

ANDREW TESSLER /

At first sight it may seem perverse for economists to try to measure the value of something like a library. After all, isn't knowledge priceless? And indeed, philosophically, that idea is hard to challenge - a first order issue in considering what economists have to say about the value of libraries is to recognise the limitations of such an approach. We should avoid "reductionism" - simply seeking to encapsulate the value of libraries within a neat box, with nothing more to say beyond this.

Nonetheless, there are a number of reasons why economists seek to measure the value of libraries.

Firstly, driven on by technological change, the world has adopted a more quantitative mind-set in recent years. We expect our sports statistics, "steps per day",

Why should we invest in them when we have competing claims on our resources? How do they move society and the economy forward?

"likes" and "tweets" to be measured, packaged and presented to us and this has led to a shift in thinking. In particular, this can heighten expectations among stakeholders - politicians, treasury officials, administrators and the general public - about the level of quantification required in measuring the contribution of institutions such as libraries.

But more fundamentally, life is about choices. Libraries must compete with other demands on governments and society - for better schools, hospitals and transport, particularly as they face the growing financial challenge of tighter government funding within an uncertain economic climate. This raises the fundamental question of what libraries have to contribute. Why should we invest in them when we have competing claims on our resources? How do they move society and the economy forward?

Economists use a number of methods and techniques to assess the economic value of libraries. Broadly speaking, these can be divided into two approaches :

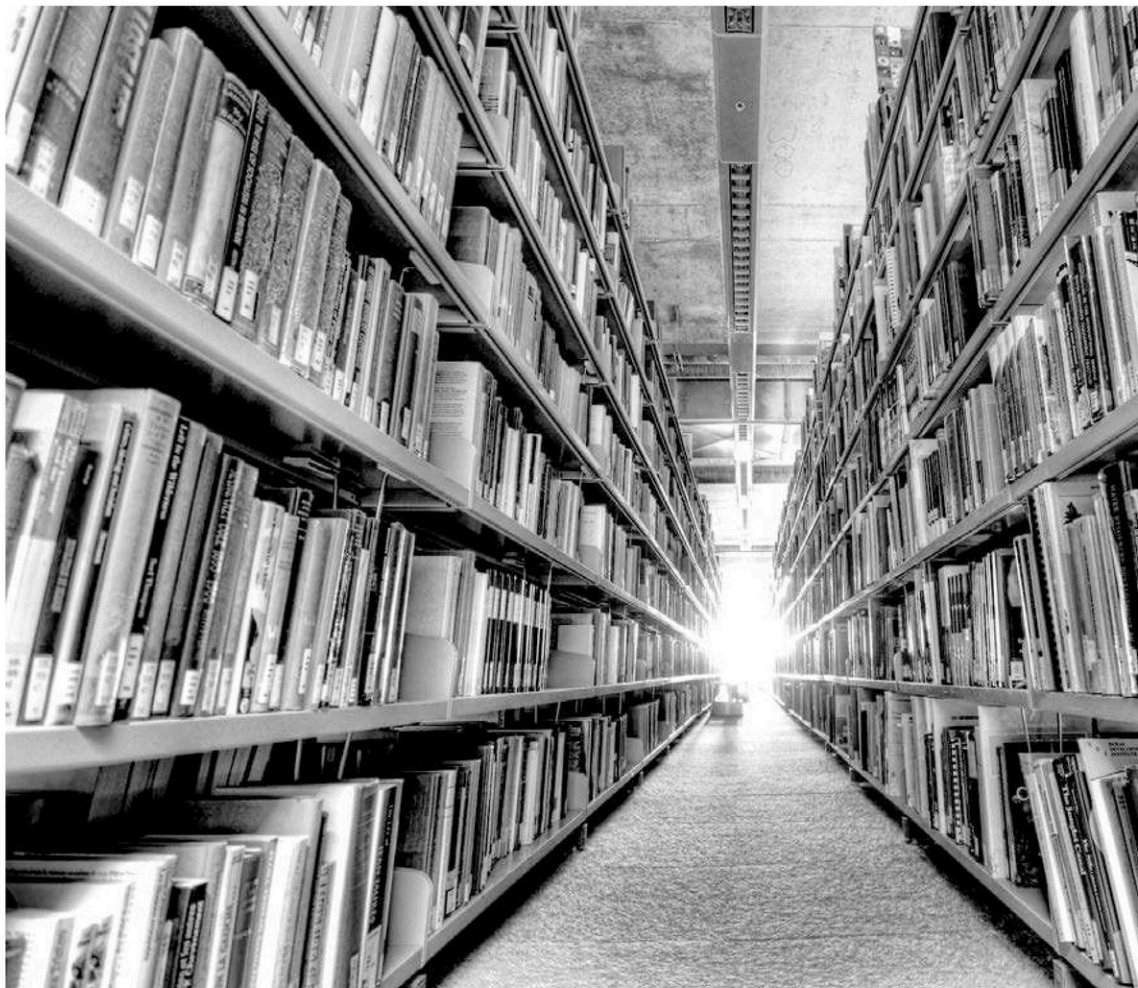
→ *The economic impact approach* - Also known as the economic contribution approach, this seeks to measure the value of libraries in terms of market indicators, such as jobs and Gross Domestic Product (GDP), and measures how the



Andrew Tessler is a dual Australian/UK citizen with over 20 years' experience as an economist, including four at New South Wales Treasury (Australia) six at Booz & Co (now PwC Strategy&) and ten at Oxford Economics in the UK. Andrew's work has covered



a diverse range of sectors including culture, media, environment, law enforcement, transport, and health and has included economic appraisals, valuations, rate of return studies, market analyses and program reviews. Andrew is a member of the Economic Society of Australia and a Fellow of the Financial Services Institute of Australasia.



Library Photography Competition 2011 entry.

direct spending on libraries ripples out across the rest of the economy through economic multipliers. It is typically a “gross” measure – there is no comparison to what all this costs.

- *The social cost-benefit (SCBA) approach* – This focuses on what library users are willing to pay (WTP) for library services - above and beyond what they cost – (known as “consumer surplus”) as well as library revenues. These benefits are then compared to the costs of running the library to generate net measures, such as a “benefit-cost ratio” (BCR) or “net present value”(NPV). A BCR above 1.0, or a positive NPV, is a signal that benefits to society outweigh costs. The approach can also be extended to include so-called “non-use” or “passive use” values – such as valuing the fact that libraries exist and/or that they can be a bequest for future generations. As such, it includes both market and non-market values.

Both approaches seek to measure how a library could contribute to the economy and society of a jurisdiction such as Quebec but, at the same time, both offer different economic perspectives of value.

Moreover, both approaches have their advantages and disadvantages. Economic impact’s use of recognised metrics (jobs and GDP) is appealing to policy-makers and those who want to see how libraries are contributing to society in standard economic terms.

The SCBA approach is broader, as it allows for non-market values such as existence value. At the same time it is “stricter” in the sense that it seeks to compare the benefits of libraries with their costs to determine a net benefit. This comparison is lacking from the impact approach and allows stakeholders to make a net assessment of library benefits to society.

More succinctly, impact approaches measure how libraries contribute to society’s economic pie, while SCBA approaches measure how libraries grow the economic (and social) pie.



PHOTO : RICH GRUNDY

New technology also provides both challenges and opportunities for libraries. At first sight it may seem to make many of their features redundant – why use a library when so much is available online? However, this ignores the fact that libraries are more than a simple repository, but also serve as an important meeting place and specialised resource hub for people from diverse backgrounds.

While both approaches have their uses, methodological and technological developments have meant an increasing focus on SCBA-related approaches in recent years. Online technologies have led to a growing disconnect between measures such as GDP and what society does. Much of what occurs online – whether it be Skype or WhatsApp calls, streaming music, using social media or sharing work without generating revenue – does not appear in conventional GDP.

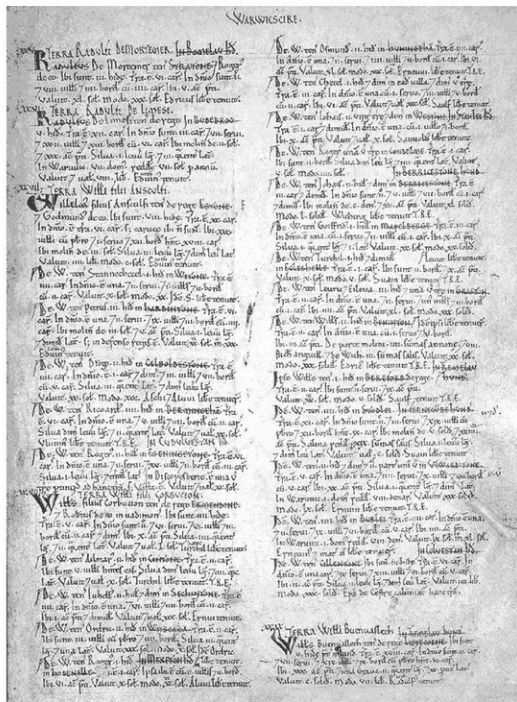
This holds important opportunities for libraries who have long tried to convince policymakers that their offerings can, at best, only partly be measured by traditional metrics. GDP is important but more mainstream recognition of its limits has also led to acknowledgement of the need to incorporate broader measures of value – such as the non-market goods and services allowed for under an SCBA approach. New technology also provides both challenges and opportunities for libraries. At first sight it may seem

to make many of their features redundant – why use a library when so much is available online? However, this ignores the fact that libraries are more than a simple repository, but also serve as an important meeting place and specialised resource hub for people from diverse backgrounds. Virtual collections can be seen as a complement rather than a substitute for library activities, a compliment that allows libraries to take on new roles.

Once this is recognised it can be seen that technological change may be making libraries more valuable, which adds weight when libraries present their case to policymakers. New technologies vastly extend the reach – and thereby the value – of libraries to many users who may never have entered their doors. This is what economists refer to as “induced demand”. At the same time, existing users can use library resources more efficiently by planning visits more carefully, saving both personal and library resources. For example, quantitative work undertaken by the author for the British Library found that combined website benefits to existing and induced (pure virtual) users equated to £20 million per annum in 2012 (Tessler 2013).

More fundamentally, technology is allowing researchers to use libraries ever more effectively. In a sense it allows libraries to “unlock” their true value. This gets to the point that it is not enough to have information sitting in libraries – to fully realise its value there needs to be a practical way of assembling and analysing it. Digitalization and the rise of the internet have created the potential for data to





Domesday Book
Warwickshire

PHOTO: WIKIPEDIA COMMONS

be analysed in ways that simply would not have been practical or cost-effective in the past. Recent independent database work by scholars demonstrates this potential. To give only two examples, England's Domesday Book has been in existence for nearly 1,000 years but only now does digitalisation allow the nature of pre-conquest wealth distribution to be revealed through the PASE project (Baxter 2010). Likewise, analysis of digitalized and sortable census data held in the University of Minnesota's, Minnesota Population Centre, suggests that the American Civil War's death toll may be 20 percent higher than previously thought (Gugliotta 2012). In both cases, it is not that the information is "new" – it is that it can now be organised and analysed in a completely new way. This constitutes a form of induced demand in and of itself and a source of increased efficiency. In short, without necessarily spending much more, there is the potential for libraries and related institutions to allow

the public and researchers to do things they simply could not do before, providing "more bang for the public buck".

Moreover, a subtler impact of technology has been the freeing up of shelf space, as many library holdings become virtual. This has allowed libraries to concentrate on more diverse activities – such as break-out areas, IT facilities or meeting places, without the need for major additional capital spending. Work by the author sought to quantify such "freed up effects" through the British Library's contribution to the UK Research Reserve, estimating a value of over £5 million in 2012 (Tessler 2013).

Does all this mean libraries should become marketers – develop their brands and sell? As hinted above, there is a case for libraries doing so using an economic framework given the changing expectations of policymakers and the need to demonstrate benefits. Moreover, while there are many studies of library value, libraries seem to have been slow to grasp the precise implications of technological change in terms of showing how this has enhanced their value and contributed to economic efficiency. Given continuing financial pressures, it will be important for libraries to highlight such aspects in selling their case to policymakers in years to come.

That said, as already highlighted, economics isn't everything and we shouldn't pretend it is. The best way to think about the contribution economics can make is that economic perspectives are simply one useful tool among many. However, the flip-side of this is also true : the power of the economic approach lies in its focus and its ability to make the choices we face clear.

BIBLIOGRAPHIE

Baxter, S. "Domesday Book : The most important document in English history?," BBC History, Vol. 11, No.8, August 2010
 Gugliotta, G., 2012, "New Estimate Raises Civil War Death Toll", New York Times, 2 April accessed on 2 February 2017 at www.nytimes.com/2012/04/03/science/civil-war-toll-up-by-20-percent-in-new-estimate.html
 Tessler A., 2013 Economic valuation of the British Library, Oxford Economics



L'argent et les bibliothécaires

STÉPHANIE A. GRENIER /

L'information est pouvoir, et l'argent est un outil qui permet de concrétiser les projets. L'omniprésence de l'information dans les technologies, toujours plus compactes et portables, crée une dépendance à son accès immédiat et donne donc à l'information encore plus de pouvoir. Mais en cette époque de post-vérité et de faits alternatifs, l'information vérifiée et vérifiable est plus importante que jamais.

Les bibliothécaires, qui ont cette grande capacité à gérer plusieurs aspects de l'information, ressentent régulièrement une frustration face au manque de sensibilité à l'importance de leur profession et face au manque de moyens financiers pour réaliser leur mission. Ils ne sont pas les seuls à vivre cette situation. Pensez aux scientifiques qui doivent travailler sur des projets rentables plutôt qu'utiles, aux notaires

qui doivent faire des publicités pour vendre leurs services, aux architectes sous-utilisés... La liste est longue. Peu importe la profession, les professionnels qui se passionnent pour leur projet ne veulent pas perdre de temps avec l'aspect pécuniaire ou marketing de leur travail. Nous partageons donc cette même frustration face à l'argent avec bien d'autres professionnels.

L'ARGENT, UN MAL NÉCESSAIRE. EST-CE MAL?

Une étude présentée à l'IFLA en 1997, sur la perception des bibliothécaires du marketing et de l'argent démontre à quel point nous sommes loin d'apprécier ces domaines d'expertise, pour différentes raisons culturelles et personnelles. Encore pire, certains diront que la profession de bibliothécaire est trop noble pour traiter du sujet de l'argent.

Bref, il faudrait voir les finances comme une simple discipline mathématique et y soustraire toutes les émotions qui entourent l'univers de l'argent. Dès lors, nous parions que nous aurions une toute nouvelle approche avec les chiffres et avec l'argent.



**En cette époque de post-vérité et de faits alternatifs,
l'information vérifiée et vérifiable est plus
importante que jamais.**

Stéphanie A. Grenier a précédemment occupé le poste de directrice des bibliothèques du Québec chez Fasken Martineau, avant de lancer son propre bureau de consultation. Elle a aussi été chef de bibliothèques dans plusieurs compagnies phar-



maceutiques et de biotechnologies. Active au sein de nombreuses associations professionnelles, elle enseigne régulièrement à l'École de Bibliothéconomie et Science de l'information de l'Université de Montréal.

Une étude présentée à l'IFLA en 1997, sur la perception des bibliothécaires du marketing et de l'argent démontre à quel point nous sommes loin d'apprécier ces domaines d'expertise, pour différentes raisons culturelles et personnelles.

LA BIBLIOTHÈQUE EST UNE PETITE ENTREPRISE EN INFORMATION

Il y a des décennies que nous entendons ce discours et nous n'aimons pas l'entendre : « vendre ». Rien n'est gratuit dans la vie. Il faut vendre nos services, même s'ils semblent gratuits. Il faut nous convaincre que chaque utilisateur (client) a le pouvoir de vie ou de mort sur notre bibliothèque (entreprise).

Je ne peux m'empêcher de voir un service d'information ou une bibliothèque comme une entreprise à but lucratif. Ayant travaillé majoritairement dans les entreprises privées, je n'avais autre choix que d'adopter le même langage que mes pairs. Mes lectures préférées, telles que *Les Affaires*, *Harvard Business Review* et tout livre sur la gestion de petites entreprises ont façonné ma vision et mes actions dans la gestion de bibliothèques.

Quelques outils de base suffisent pour parler argent et avoir le sens des affaires en bibliothéconomie selon moi : le plan stratégique, le plan marketing et le plan financier.

SAVOIR CE QU'ON VEUT : PLAN STRATÉGIQUE

Il faut premièrement savoir ce que nous voulons et pourquoi. Pour une bibliothèque, un plan stratégique,

ou même un plan d'affaires, est nécessaire afin d'obtenir des fonds et de parler un langage similaire à celui des dirigeants, des comptables et des potentiels partenaires. De plus, le plan dirige l'équipe vers un but commun pour les prochaines années et donne un sens au travail de chacun. Le plan stratégique inclut les aspects de gestion de projets, de satisfaction des clients et d'audit informationnel.

SAVOIR SE FAIRE REMARQUER : PLAN MARKETING

Il y a beaucoup de littérature sur le sujet du marketing dans l'univers des bibliothèques. Plus précisément, il faut utiliser les techniques du marketing de services, qui sont très utiles et apportent beaucoup de succès et de plaisir aux utilisateurs et employés. Le plan marketing inclut les communications, les activités de promotion, la protection contre les concurrents internes ou externes.

SAVOIR GÉRER L'ARGENT : PLAN FINANCIER

Nous pouvons observer un manque important de formation en finances chez les bibliothécaires. Les écoles de sciences de l'information devraient rapidement réagir et intégrer des formations obligatoires dans cette discipline. Le plan financier regroupe, entre autres, le financement, les dettes, les ventes, etc. Il serait utile de travailler en équipe avec un spécialiste en finance à défaut d'avoir les connaissances. La gestion des finances inclut l'art de la négociation, les concepts de l'utilisateur-payeur, les partenariats. *Trois plans interreliés qui motivent les troupes.*

PARLONS ARGENT EN VRAC

LES PARTENAIRES

Utiliser de façon stratégique des partenaires financiers privés et publics fait partie d'une saine gestion. J'ai eu un exemple frappant d'OBNL dans les écoles qui avaient une longue liste de partenaires financiers de tous genres. Si nos règles et politiques de partenariat sont bien définies et strictes, il n'y a donc aucun souci de perte de contrôle sur l'image et la qualité que nous voulons maintenir.

Parfois, les partenaires ont aussi des plans, ils veulent améliorer leur image dans certains secteurs et peuvent vous offrir des idées de projets assez intéressantes. « La responsabilité sociale des entreprises est très en vogue, pourquoi ne pas profiter de cette relation que je vois comme étant gagnant-gagnant? »

LES SERVICES D'INFORMATION, UNE SOURCE DE REVENUS

Quelques trop rares bibliothèques offrent les services de recherche d'information aux entreprises ou aux particuliers. Il est possible d'offrir des services de recherche d'information, de facturer 150\$ l'heure et d'y ajouter les coûts d'utilisation des bases de données. L'information stratégique, pour une entreprise, n'a pas de prix. Peu importe le secteur d'activité d'une bibliothèque, je crois qu'avec créativité, on peut trouver des services à valeur ajoutée pour sa propre clientèle et créer une source de revenus. Si votre bibliothèque génère des revenus, la direction vous considérera différemment.

Si vous cessez d'être émotif avec les chiffres, la négociation sera plus facile. Ne traduisez pas dans votre tête vos chiffres en nombre d'employés déçus, en perte d'emplois, etc., ce n'est pas le temps.

LA NÉGOCIATION DE BUDGET EST UNE JOUÏE DE POKER

Si vous cessez d'être émotif avec les chiffres, la négociation sera plus facile. Ne traduisez pas dans votre tête vos chiffres en nombre d'employés déçus, en perte d'emplois, etc., ce n'est pas le temps. Lors de la rencontre les comptables vont dire des choses, beaucoup de choses pour vous faire réagir, vous déstabiliser et vous faire perdre contrôle. Ils ont leurs outils de négociation (à la baisse) des budgets. C'est une jouïe pour laquelle ils ont été formés.

La préparation est clé, mais comment en trouver le temps ? Créez un comité interne permanent qui s'occupera tous les mois de ce qui concerne l'argent (budget, alliés, marketing, vente, coupures, partenariats, fournisseurs, etc.), car le temps manque au gestionnaire seul à bien contrôler l'ensemble des variables, et il faut y consacrer plus de temps.

L'information, et non l'argent, est le pouvoir, souvenez-vous. Informez-vous, ne faites pas qu'aligner vos chiffres, mais trouvez vos alliés. Avant la négociation, allez voir des gens clés et demandez quels impacts auraient des coupures dans telles et telles choses. Vous aurez dès lors un argument : « J'ai moi aussi cru que nous pouvions couper ici, mais M. Untel m'a vivement démontré que cela serait



catastrophique. Par contre, nous pourrions couper là... » pour démontrer que vous gérez serré votre budget. N'oubliez pas aussi de considérer le taux d'inflation annuel; si on vous demande de couper 5 % l'an prochain, c'est plutôt 5 % + 3 % d'inflation annuelle, donc leur demande est de 8 %.

Quelle chance de faire partie de cette profession si utile à notre époque. Elle nous donne du pouvoir, celui d'aider les autres à obtenir au bon moment au bon endroit cette information stratégique si précieuse. Je suis fier de dire que je suis bibliothécaire. Ma carrière m'a permis de fréquenter différents types de bibliothèques : municipales, ensuite universitaires, puis dans les lucratives pharmaceutiques et cabinets de droit un peu partout en Europe et aux États-Unis. Aujourd'hui en sabbatique, je suis bénévole dans une bibliothèque scolaire et je réalise encore à quel point nous sommes importants et aussi à quel point je dois passer beaucoup de temps à rechercher des fonds et à expliquer notre profession. J'ai accepté ces aspects

comme faisant partie de mon quotidien. D'une certaine façon, être dans un mode proactif nous permet d'être plus créatifs et de reconnaître et saisir les opportunités lorsqu'elles se présentent.

Ne ratons pas cette chance d'utiliser l'outil financier et soyons moins émotifs face à l'argent. Est-ce que tous les bibliothécaires doivent aimer l'argent? Non, mais tous doivent l'accepter et accepter les bibliothécaires qui s'en préoccupent. Est-ce que tous les gestionnaires de bibliothèques doivent apprendre à aimer l'argent et les chiffres? Oui, grand oui.



BIBLIOGRAPHIE

Grenier, S. A. (2007). Comment préparer un plan stratégique pour votre bibliothèque : outil essentiel, impact assuré. *Argus*, 36(2), 30-32.

Grenier, S. A. (2010). *Faire un plan marketing simple et adapté aux services d'une bibliothèque*. Conférence pour l'APTDQ.

Banque de développement du Canada. (s.d.) 6 étapes pour créer le plan financier de votre entreprise. Repéré à <https://www.bdc.ca/fr/articles-outils/argent-finance/gerer-finances/pages/6-etapes-pour-creer-plan-financier-de-votre-entreprise.aspx>

Savard, R. (dir.). (2000). *Adapting marketing to libraries in a changing and worldwide environment / Le marketing des bibliothèques à l'heure du changement et de la mondialisation : papers presented at the 63rd IFLA Conference, Copenhagen, September 1997*. München : K.G. Saur.

Utiliser les statistiques des bibliothèques publiques pour évaluer, planifier et convaincre

SOPHIE LOISELLE /

UTILISER LES STATISTIQUES DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES POUR ÉVALUER, PLANIFIER ET CONVAINCRE

Documenter un projet afin d'obtenir l'appui des décideurs et les ressources nécessaires à sa réalisation commence souvent par l'analyse de statistiques. Comment la fréquentation et les heures d'ouverture d'une bibliothèque se comparent-elles à celles d'autres bibliothèques? Quelle est la superficie par habitant des bibliothèques d'une région donnée? Quelle place les collections numériques occupent-elles dans les bibliothèques publiques du Québec?

L'outil de consultation StatBib procure un accès rapide aux données statistiques des bibliothèques publiques québécoises. Utilisé en complémentarité avec d'autres sources d'information, il fournit des informations précieuses pour évaluer les services, étayer des projets, mettre en valeur les réalisations et obtenir des appuis.

1. L'ENQUÊTE ANNUELLE SUR LES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES

Conforme à la Norme ISO 2789 : 2013 - Statistiques internationales de bibliothèques, l'Enquête annuelle sur les bibliothèques publiques permet de recueillir des données portant autant sur les collections, les usagers et les installations que sur le personnel, les revenus et les dépenses des bibliothèques. Comme les bibliothèques doivent y répondre pour avoir

accès aux programmes ministériels d'aide aux bibliothèques publiques, elle constitue la source nationale de données sur les bibliothèques publiques du Québec. On gardera cependant à l'esprit que la qualité des données demeure tributaire de l'exactitude des renseignements fournis par chacune des bibliothèques. Depuis 2008, les données sont recueillies au moyen d'un formulaire électronique administré par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) pour le compte du ministère de la Culture et des Communications et sont conservées dans un entrepôt de données. Cette façon de faire a contribué à réduire les délais de diffusion des données et à en faciliter la consultation¹.

Pour l'année 2015, 172 bibliothèques publiques autonomes, 11 centres régionaux de services aux bibliothèques publiques et BAnQ ont répondu aux questions de l'Enquête.

2. LA DIFFUSION DES STATISTIQUES DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES

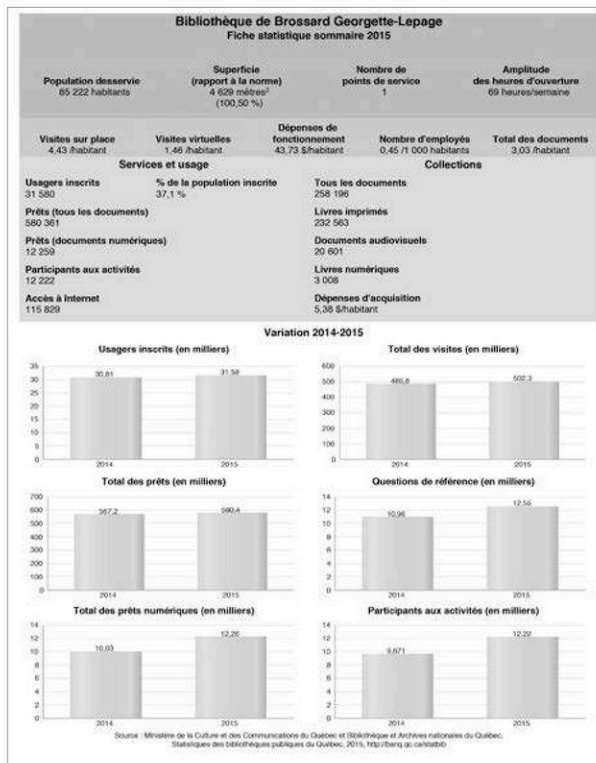
C'est à partir des renseignements recueillis par l'Enquête annuelle sur les bibliothèques publiques que l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) compile les statistiques des bibliothèques publiques pour l'ensemble du Québec, mais aussi par région administrative, selon la taille de la population desservie et le type de desserte. Ces analyses et ces tableaux statistiques sont diffusés sur le portail de l'Institut de la statistique du Québec, qui constitue la source officielle



Entrée en fonction à BAnQ en 2004 à titre de bibliothécaire-formatrice, Sophie Loiseau se joint à l'équipe des services aux milieux documentaires en 2009. Depuis, elle participe à la prestation et au



développement de services de référence et de soutien professionnel pour le personnel des bibliothèques, notamment dans le cadre de l'Enquête annuelle sur les bibliothèques publiques.



Fiche de la bibliothèque de Brossard pour l'année 2015.

Une des forces de StatBib consiste à faciliter les comparaisons entre bibliothèques. Pour appuyer un projet d'enrichissement de la collection jeunesse ayant pour but de rendre une bibliothèque plus attrayante pour les familles, on pourrait par exemple sélectionner les bibliothèques d'une même région et desservant des municipalités de même envergure.

d'information sur le développement des bibliothèques publiques québécoises.

De son côté, BANQ a créé deux outils de diffusion des données, soit des fiches de bibliothèques individuelles et l'outil de consultation de données StatBib². Regroupant les principales statistiques recueillies lors de l'Enquête, des fiches individuelles sont disponibles pour chacune des bibliothèques publiques autonomes et pour chacun des Réseaux BIBLIO du Québec dès l'automne suivant l'Enquête. Elles offrent un portrait global des activités de la bibliothèque et permettent de répondre rapidement à des demandes d'information pouvant provenir d'élus, de partenaires, de citoyens ou de représentants des médias. Pour sa part, l'outil StatBib (banq.qc.ca/statbib) donne accès à l'ensemble des données recueillies

depuis 2007 dans le cadre de l'Enquête annuelle. Il rend également disponibles 25 indicateurs de performance basés sur la norme ISO 11620 : 2014 – Information et documentation – Indicateurs de performance des bibliothèques et calculés pour chacune des bibliothèques.

Depuis l'automne 2015, une version renouvelée de StatBib procure un accès rapide aux données statistiques des bibliothèques publiques. Outil performant et intuitif, StatBib permet de cibler des bibliothèques et de sélectionner certaines statistiques, de consulter les résultats et de les exporter en quelques clics.

3. UTILISER LES STATISTIQUES DES BIBLIOTHÈQUES POUR OBTENIR L'APPUI DES DÉCIDEURS

3.1 Observer l'effet d'une mesure sur l'utilisation des services

Les données disponibles dans StatBib permettent notamment de suivre l'évolution des bibliothèques depuis 2007. On pourrait par exemple observer l'effet de l'introduction de la gratuité de l'abonnement ou des dépenses d'investissement sur le nombre de visites par habitant et se servir de ces informations pour faire ses propres projections et défendre ses dossiers auprès des décideurs.

Ainsi, selon les données fournies par la bibliothèque Laure-Conan, à La Malbaie, et disponibles dans StatBib, la fréquentation annuelle de cette bibliothèque serait passée de 3 à 5 visites par habitant après l'ouverture de ses nouvelles installations à l'automne 2011. On observe par ailleurs une baisse du coût par visite au cours de la même période.

NOMBRE DE VISITES PAR HABITANT
Bibliothèque de La Malbaie, de 2011 à 2015

		2010	2011	2012	2013	2014	2015
La Malbaie	Visites par hab.	2,74	2,88	5,14	5,40	4,86	4,94
	Coût par visite (\$)	10,87	11,03	7,30	7,35	8,26	6,78

SOURCE : MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC ET BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC, STATISTIQUES DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES DU QUÉBEC, 2016, [HTTP://BANQ.QC.CA/STATBIB](http://BANQ.QC.CA/STATBIB)

3.2 Se comparer à des bibliothèques semblables

Une des forces de StatBib consiste à faciliter les comparaisons entre bibliothèques. Pour appuyer un projet d'enrichissement de la collection jeunesse ayant pour but de rendre une bibliothèque plus attrayante pour les familles, on pourrait par exemple sélectionner les bibliothèques d'une même région et desservant des municipalités de même envergure et consulter les données suivantes :

- le nombre total d'usagers et le nombre d'enfants inscrits à la bibliothèque;
- le nombre de titres et d'exemplaires pour enfants dans la collection de livres imprimés;
- le pourcentage de documents pour enfants dans le total des prêts, ainsi que par type de document (livres imprimés, livres numériques, documents audiovisuels).

Ces données, jumelées aux lignes directrices des bibliothèques publiques concernant la répartition des livres, seront utiles tant pour évaluer la collection pour enfants de la bibliothèque que pour se fixer des objectifs à atteindre.

Un projet de développement des services numériques pourrait également être documenté en consultant, toujours pour des bibliothèques similaires :

- le nombre de titres et d'exemplaires de livres numériques dans leurs collections;
- le nombre de titres et d'exemplaire de livres numériques acquis au cours d'une année;
- le nombre de postes de travail en accès public connectés à Internet;
- l'équipement électronique (consoles de jeux vidéo, ordinateurs portables, tablettes, liseuses) mis à la disposition des usagers;
- etc.

D'autres données disponibles dans StatBib peuvent être utilisées de manière complémentaire aux outils de mesure des lignes directrices pour les bibliothèques publiques. Une bibliothèque qui souhaiterait obtenir des ressources supplémentaires pour étendre ses heures d'ouverture ou justifier l'embauche de personnel, par exemple, pourrait cibler les bibliothèques desservant des populations semblables et sélectionner les informations suivantes :

- l'amplitude des heures d'ouverture;
- le nombre d'employés équivalent temps plein rémunérés;
- le nombre de techniciens en documentation équivalent temps plein;
- le nombre de bibliothécaires équivalent temps plein.

Si les statistiques permettent de planifier et d'évaluer des projets, elles permettent aussi de mettre en valeur les réalisations de la bibliothèque, de démontrer son effet bénéfique dans son milieu, voire de la comparer avec d'autres services et institutions.

3.3 Mettre en valeur ses réalisations

Si les statistiques permettent de planifier et d'évaluer des projets, elles permettent aussi de mettre en valeur les réalisations de la bibliothèque, de démontrer son effet bénéfique dans son milieu, voire de la comparer avec d'autres services et institutions. Utilisées dans les outils de communication de la bibliothèque, elles pourront facilement être reprises dans d'autres contextes (bulletin municipal, communiqués de presse, médias sociaux...).





Document infographique diffusé dans le cadre de la Semaine des bibliothèques publiques 2016

Le document infographique diffusé par l'Association des bibliothèques publiques du Québec dans le cadre de la Semaine des bibliothèques publiques 2016 est un bel exemple d'utilisation des statistiques à des fins promotionnelles. De nombreux autres exemples de documents infographiques mettant en vedette les bibliothèques peuvent être trouvés dans le blogue Librarian Design Share [librariandesignshare.org/category/infographics].

Pour passer du rêve à la réalité, les projets portés par les bibliothèques doivent s'appuyer sur des dossiers bien construits, qui sauront convaincre les décideurs. Utilisées de manière complémentaire aux autres sources d'information, les données recueillies dans le cadre de l'Enquête annuelle sur les bibliothèques publiques et les indicateurs de performance, accessibles à tous au moyen de StatBib, constituent une source d'information précieuse pour les bibliothèques. Enfin, si chaque bibliothèque peut tirer profit des statistiques pour documenter ses projets, par émulation, c'est ultimement tout le réseau des bibliothèques publiques québécoises et l'ensemble des citoyens qui profiteront de la diffusion des données sur les bibliothèques publiques.

BIBLIOGRAPHIE

- Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Statistiques d'ici et d'ailleurs. [banq.qc.ca/services/services_professionnels/milieux_doc/statistiques/stats.html]
- Clermont, Linda. 2008. « L'Enquête annuelle sur les bibliothèques publiques : reflet actualisé d'un réseau en constante évolution », À rayons ouverts, no 76 (été 2008), p. 40. [collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs511248]
- Gobeil, Lucie. 2011. Bibliothèque d'aujourd'hui : lignes directrices pour les bibliothèques publiques du Québec. Montréal : Éditions ASTED, 82 p. [collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs2494389]
- Institut de la statistique du Québec. 2015. Statistiques par sujet – Bibliothèques publiques. [stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/bibliotheques/publiques/index.html]
- Ministère de la Culture et des Communications du Québec et Bibliothèque et Archives nationales du Québec. 2016. StatBib [banq.qc.ca/statbib]
- Organisation internationale de normalisation. 2013. Norme internationale ISO 2789 : 2013 – Information et documentation -- Statistiques internationales de bibliothèques. Genève : ISO, 77 p.
- Organisation internationale de normalisation. 2014. Norme internationale ISO 11620 : 2014 - Information et documentation -- Indicateurs de performance des bibliothèques. Genève : ISO, 106 p.



Cet article donne suite à la présentation faite dans le cadre du Congrès des professionnels de l'information qui a eu lieu les 31 octobre, 1^{er} et 2 novembre 2016 à Montréal.

Positionner la bibliothèque Enjeux et défis dans le milieu collégial

CLAIRE GIROUX /

En s'appuyant sur l'exemple du projet de développement des compétences informationnelles, le présent article tente de faire voir les différents enjeux et défis auxquels une bibliothèque collégiale est confrontée dans une optique de gestion. De l'embryon d'une idée jusqu'à sa réalisation, le fait de connaître les rouages de l'organisation est un incontournable pour faciliter la concrétisation des projets, et permet d'aller vers de nouvelles opportunités de changement.

C'est dans cette optique que je me suis retrouvée à réfléchir au positionnement de la bibliothèque collégiale en général. En étudiant celle dont j'avais la responsabilité, j'ai été amenée à revoir l'ensemble de l'œuvre. Mes discussions avec des collègues bibliothécaires m'ont permis de remarquer des similarités sur plusieurs points, dont celui-ci : comment, par leurs activités, leurs produits et leurs services, les bibliothèques réussissent-elles à réaliser la mission du collège et à s'arrimer aux objectifs de son plan

Devenir gestionnaire, c'est tendre à rendre pérennes ses idées et ses projets, et c'est amener ses idées et ses projets à devenir aussi ceux de l'organisation.

stratégique? D'ailleurs, y sont-elles arrimées? En novembre 2015, le Cégep de Sainte-Foy lançait son nouveau plan stratégique 2015-2020, et la bibliothèque se retrouvait, entre autres, dans l'énoncé « 1.2 Mise en place d'une stratégie pour favoriser le développement des compétences informationnelles des étudiants et l'utilisation efficiente et éthique des technologies ».

MISE EN CONTEXTE

Lorsque j'ai fait mes études en sciences de l'information, il y avait un discours ambiant parmi les étudiants à la maîtrise, que je partageais en partie : « La gestion, ce n'est pas pour moi, » prétextant préférer être sur le terrain. Comme si faire de la gestion nous éloignait de la réalité terrain. Or, devenir gestionnaire, c'est tendre à rendre pérennes ses idées et ses projets, et c'est amener ses idées et ses projets à devenir aussi ceux de l'organisation. Tout cela pour s'assurer d'avoir les ressources matérielles, financières et humaines nécessaires à leur réalisation. Le défi et les enjeux sont là : il faut travailler ensemble.

Dans le milieu collégial, nous pouvons dire sans ambages que le bibliothécaire est au cœur des activités de la bibliothèque. Selon les chiffres¹ obtenus du REBICQ², des 52 bibliothèques



J'ai débuté comme technicienne en documentation en gestion des documents avant de me tourner vers des études universitaires. D'abord un baccalauréat de L'Université Laval en linguistique française et ensuite obtenir ma maîtrise en



sciences de l'information de l'Université de Montréal. J'ai travaillé à la bibliothèque du cégep Garneau de 2005 à 2012 comme professionnelle, SMTE. Depuis 2013, j'occupe les fonctions de coordonnatrice de la bibliothèque du cégep de Sainte-Foy.

**Le bibliothécaire au collégial est le seul
professionnel spécialiste de la bibliothèque de son collègue.
Il porte seul la responsabilité d'être à l'affût de l'innovation.
Il doit être un agent de changement.**

des collèges publics, 51 sont sous la supervision d'un professionnel. Celui-ci peut porter divers titres d'emploi : SMTE (spécialiste en moyens et techniques d'enseignement), conseiller pédagogique ou tout simplement bibliothécaire. Huit bibliothèques collégiales sont sous la coordination de bibliothécaires de formation. De ce nombre, quatre occupent l'unique fonction de gestionnaire et ont le titre de coordonnateur de la bibliothèque. Les autres bibliothécaires doivent assumer les fonctions de gestionnaire (rôle de coordonnateur) et de professionnel. En outre, dans la majorité des cas, la bibliothèque collégiale relève d'une direction dont le gestionnaire n'est pas bibliothécaire.

Le bibliothécaire au collégial est le seul professionnel spécialiste de la bibliothèque de son collègue. Il porte seul la responsabilité d'être à l'affût de l'innovation. Il doit être un agent de changement. Il doit aussi soutenir son équipe de techniciens et d'agents administratifs, tout en tenant informé son supérieur immédiat pour pouvoir faire avancer les dossiers, quels qu'ils soient. Pour arriver à mener à bien les projets de la bibliothèque, le bibliothécaire doit impérativement collaborer avec son supérieur pour lui faire comprendre l'importance des idées et des projets mis de l'avant et, ainsi, obtenir son soutien auprès de la Direction.

CONSTATS ET OBSERVATIONS CONCERNANT LES FORMATIONS DOCUMENTAIRES

Lorsque j'occupais la fonction de professionnelle SMTE au Cégep Garneau, les commentaires des professeurs concernant les formations m'interpellaient énormément. Ceux-ci disaient que les formations utilisaient du temps de classe (en lieu et place des notions directement liées au cours), et que cela était un frein à l'utilisation du service. Je constatais que

les demandes de formation étaient variées : pour un même cours, il y avait autant de formations que de professeurs. C'était la formule « formations à la carte ». Les formations étaient toujours adaptées à un cours. Aussi, il arrivait quelquefois que nous recevions deux fois le même groupe d'étudiants avec des professeurs de différents cours en l'espace de quelques jours. J'ai remarqué des problèmes de perception de la part des professeurs concernant ce que nous offrions : s'agissait-il d'une formation sur « comment chercher », ou d'une formation « pour faire un travail de recherche »? Dans la majorité des cas, les formations répondaient à un besoin relié à un travail de recherche, ce qui avait pour conséquence que l'étudiant appliquait la « méthodologie » de recherche pour le cours, mais ne transférait pas ce qu'il avait appris à d'autres cours. Il reprenait ses habitudes dès qu'il n'était pas en lien avec le travail de recherche. Toutes ces observations ont mené à une meilleure définition des formations. L'approche programme faisait partie des solutions et permettait de positionner les formations aux compétences informationnelles (CI).

Entre-temps, le concept de CI commençait à prendre le pas sur celui de formations documentaires. Ce nouveau vocable m'a obligée à redéfinir ma propre perception du travail à faire concernant ce qui distingue les formations aux compétences informationnelles des formations documentaires. Cela m'a amenée à regarder au-delà de la formation même. Ce nouveau concept a ouvert la porte à des possibilités que je n'aurais jamais imaginées en conservant le vocable de formation documentaire. Le fait d'axer la formation sur l'acquisition de compétences plutôt que sur l'outil allait permettre d'atteindre ce que nous recherchons tous comme bibliothécaires : permettre aux usagers de trouver l'information de qualité

dont ils ont besoin. J'ai partagé ma vision avec les gestionnaires responsables de la bibliothèque afin qu'ils puissent présenter le dossier à la Direction des études. C'était LE point de départ à un changement de perception.

NOUVEAU DÉFI, NOUVEAU POSITIONNEMENT

Ensuite, la vie m'a amenée à occuper un poste de gestion et a fait en sorte que ce soit moi qui porte le dossier des CI. J'ai repris le flambeau dans un nouveau collège, au Cégep de Sainte-Foy. Dans ce nouveau milieu, les compétences informationnelles ont servi de levier pour la bibliothèque et lui ont permis d'entrer dans de nouvelles sphères, de décloisonner le travail, de le rendre visible et compréhensible, et d'avoir de l'espace pour expérimenter et contribuer à la réussite des étudiants dans un esprit pérenne.

Ce dossier est devenu celui de la Direction des études (DE), et non simplement celui de la bibliothèque. Ce changement de paradigme n'est pas banal et a son importance, car le dossier n'est plus seulement un projet – il devient une orientation. Les formations au CI ont été développées en collaboration avec l'équipe de gestion et la professionnelle bibliothécaire de façon à définir clairement les besoins du collège. Beaucoup de discussions ont eu lieu avec ma supérieure et l'équipe de gestion de la DE afin de préciser ce qui peut être fait et avec qui, et de déterminer comment créer des liens. Il a fallu susciter des discussions avec la bibliothécaire et l'équipe programmes pour faire « atterrir³ » cette idée de compétence et lui donner une approche plus pédagogique que technique.

Pour la bibliothèque, le travail consistait à bien définir notre offre de services et les compétences à acquérir pour bâtir des formations adaptées aux divers niveaux de compétences.

Nous avons élaboré le « parcours découverte » destiné aux étudiants du programme Tremplin, où les bases de la recherche sont enseignées avec une approche plus classique de présentation des outils, des types de documents, etc.

Ensuite, nous avons conçu les formations « initiation » et « intermédiaire ». Ces deux formations sont pensées en crescendo, c'est-à-dire que la formation « initiation » est un préalable à la formation « inter-

Pour arriver à mener à bien les projets de la bibliothèque, le bibliothécaire doit impérativement collaborer avec son supérieur pour lui faire comprendre l'importance des idées et des projets mis de l'avant et, ainsi, obtenir son soutien auprès de la Direction.

médiaire ». Les trois compétences vues sont : préparer, chercher et évaluer. Dans la formation « intermédiaire », nous accentuons davantage la préparation, avec un travail plus élaboré, tandis que dans la formation « initiation », nous sommes dans les recherches simples, mais avec un accent sur le processus cognitif ainsi que sur l'évaluation des sources. Nous avons adopté une approche de pédagogie active, inspirée de l'approche en situation réelle.

La formation avancée touche essentiellement l'utilisation efficace, efficiente et éthique de l'information, avec l'utilisation de Zotero et de l'outil de présentation des travaux que le collège a adopté en juin 2016. Chacune des formations dure 50 minutes.

Pendant que nous élaborions nos formations, la bibliothèque présentait, en régie pédagogique⁴ devant la Direction des études, à



la réunion des coordonnateurs et aux équipes programmes, l'approche et le but des formations aux compétences informationnelles. Elle a su convaincre, tant et si bien que les compétences informationnelles sont devenues un enjeu du Plan stratégique du collège pour 2015-2020 (www.cegep-ste-foy.qc.ca/fileadmin/documents/notre_cegep/publications_officielles/PlanStrategique2015-2020_final-web.pdf).

“

ORIENTATION 1

Faire de la formation de l'étudiant une expérience stimulante, arrimée aux défis du xxi^e siècle

1.1 Accentuer le développement chez les étudiants d'habiletés essentielles dans une société du savoir mondialisée.

(...)

2. Mise en place d'une stratégie pour favoriser le développement des compétences informationnelles des étudiants et l'utilisation efficiente et éthique des technologies. (p.16)

”

Un projet pilote a été monté pour mettre le concept à l'essai. Les professeurs du programme de Sciences de la nature n'étaient pas des utilisateurs réguliers. Toutefois, des besoins criants se faisaient sentir. Une collaboration entre la Direction des études, le comité de programme et la bibliothèque a permis d'expérimenter avec le cours de chimie générale, durant l'heure d'encadrement. Ainsi, à la première session, tous les étudiants suivent désormais la formation « initiation ». Tous les professeurs du programme ont été rencontrés afin de leur expliquer le projet, et ils doivent renvoyer les étudiants à cette formation pour toute information à trouver ou à évaluer. En ce qui a trait à la formation « intermédiaire », elle est donnée dans le cours d'intégration, à la quatrième session.

L'un des impacts de cette première amorce de projet des compétences informationnelles a été de permettre à différents intervenants de se connaître : le personnel de la bibliothèque, la Direction des études et les professeurs du programme. Ce projet a été l'occasion pour la bibliothèque de s'impliquer dans d'autres projets qui ne sont pas de son ressort, mais pour lesquels certains éléments, comme les compétences informationnelles, étaient demandés. À titre d'exemple, nous pouvons mentionner le développement du volet bibliographique de l'outil de présentation, ainsi que le dossier du plagiat.

Même si je n'ai que des données qualitatives, je peux affirmer que l'offre de formation a été reçue très positivement par l'équipe du programme de Sciences de la nature et les professeurs associés. Le fait de connaître les rouages décisionnels offre des possibilités plus grandes que si l'on conçoit des projets en vase clos. C'est un maillage important pour la réalisation et pour la pérennité des projets, quels qu'ils soient. Les projets en bibliothèques n'y font pas exception.

1. Enquête statistique 2014-15 des bibliothèques collégiales membres du REBICQ (francophones et anglophones, publiques et privées)
2. REBICQ : Regroupement des bibliothèques collégiales du Québec
3. Atterrir : terme non attesté, mais utilisé en gestion pour désigner toutes les actions à prendre avant, pendant et après une idée ou un projet pour que celui-ci arrive à sa réalisation et que tout se passe le mieux possible.
4. Régie pédagogique : Réunion de gestion de la Direction des études



Le présent article est composé d'extraits (remaniés) par son auteur de l'ouvrage

D'obscurantisme et de lumières : la bibliothèque publique au Québec, des origines au XX^e siècle.

375^e de Montréal

La naissance de la lecture publique à Montréal

FRANÇOIS SÉGUIN /

En 1731, Benjamin Franklin, âgé de 27 ans, fonda à Philadelphie, alors sous le joug britannique, la première bibliothèque de souscription américaine, la Library Company of Philadelphia, que les abonnés non-actionnaires pouvaient, au même titre que les actionnaires, fréquenter pour lire livres, journaux et périodiques, et ce, moyennant une cotisation annuelle relativement modeste. Cette bibliothèque contribua à une certaine démocratisation de l'accès au livre et à la lecture chez les Philadelphiens.

D'autres bibliothèques de même nature firent leur apparition dans les 13 colonies américaines : la Redwood Library & Athenæum of Newport (1747) et la

Providence Athenæum (1753) dans le Rhode Island, la Charleston Library Society (1748) en Caroline du Sud, ainsi que la New York Society Library (1754).

Il est difficile de savoir si les expériences dans les colonies américaines eurent un certain écho en Nouvelle-France. Peut-être n'est-ce pas un hasard qu'en 1760, probablement pour la première fois dans un document officiel rédigé en terre canadienne, le terme « bibliothèque publique » ait été utilisé. « Je donne tous mes livres qu'on pourra ramasser à mon successeur pour lui pour une bibliothèque publique ou épiscopale, toute réflexion faite, je donne tous mes livres au Séminaire de Montréal¹ », stipulait le testament de M^{gr} de Pontbriand.

Quoi qu'il en soit, aussi bien sous le Régime français que durant les deux premières décennies du Régime anglais, aucune bibliothèque du type de celle fondée par Franklin à Philadelphie ne fut établie au Canada. Il aura fallu attendre la création de la Bibliothèque de Québec (Quebec Library) avant que la première bibliothèque de souscription par action ne vît le jour. Au début de l'occupation anglaise, l'idée d'implanter sur le modèle de Philadelphie une première bibliothèque de souscription au Québec commença à faire son chemin. En fait foi un petit article paru en 1778 dans la *Gazette du commerce et littéraire pour la ville et district de Montréal* de Fleury

Peut-être n'est-ce pas un hasard qu'en 1760, probablement pour la première fois dans un document officiel rédigé en terre canadienne, le terme « bibliothèque publique » ait été utilisé. « Je donne tous mes livres qu'on pourra ramasser à mon successeur pour lui, pour une bibliothèque publique ou épiscopale, toute réflexion faite, je donne tous mes livres au Séminaire de Montréal », stipulait le testament de M^{gr} de Pontbriand.



François Séguin est titulaire d'une maîtrise en bibliothéconomie et sciences de l'information de l'EBSI, d'une maîtrise ès arts en sciences politiques de l'UQAM et d'un baccalauréat ès sciences commerciales de l'École des hautes études commerciales de Montréal. Retraité, il a travaillé durant 32 ans dans le réseau des bibliothèques de la Ville de

Montréal, dont 25 à titre de responsable de la Bibliothèque Maison-neuve. Il est l'auteur de l'ouvrage *D'obscurantisme et de lumières : la bibliothèque publique au Québec, des origines au 21^e siècle*, Hurtubise, 2016, 660 pages.

*D'obscurantisme et de lumières :
la bibliothèque publique
au Québec, des origines au
21^e siècle, Hurtubise, 2016,
660 pages.*

Mesplet et Valentin Jautard — un journal dont le corpus idéologique participait de la philosophie des Lumières :

*Aux Honorables Membres de l'Académie de
la ville de Montréal*

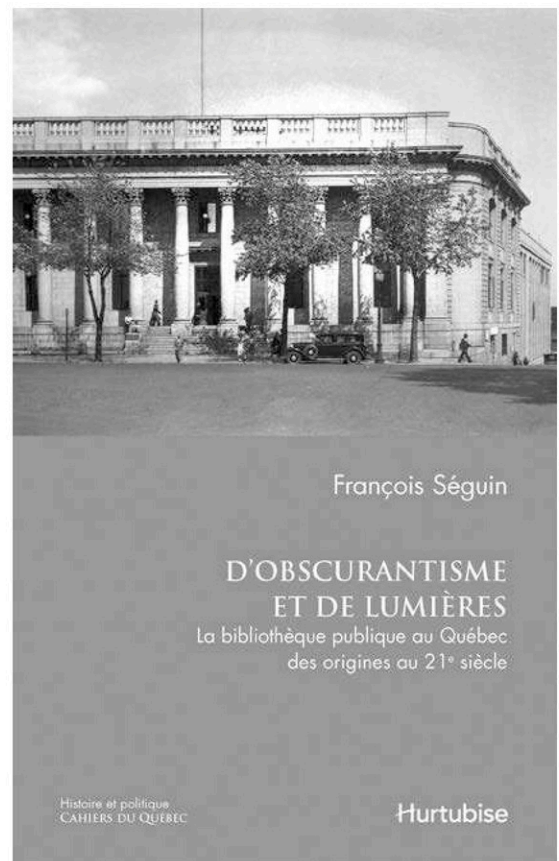
*Déjà l'émulation commence à faire sentir ses
aiguillons : déjà l'aurore du bon goût qui perce
à travers les ténèbres des préjugés, nous réveille
du sommeil léthargique où nous étions plongés :
nous commençons à sentir les impressions de la
lecture des Livres choisis dont quelques Particuliers
enrichissent le Pays; mais en trop petit nombre
pour être comparés à l'utilité que l'on pourroit
retirer des Bibliothèques publiques qui devoient se
trouver dans nos Villes. (16 novembre 1778)*

Le Sincère

Le Canadien curieux

Le texte est attribué au rédacteur du journal, l'avocat Valentin Jautard (Le Sincère), et à un étudiant du Collège de Montréal, Pierre-Louis Panet (Le Canadien curieux).

L'année suivante fut fondé le premier établissement de lecture publique au Québec, la Bibliothèque de Québec (BQ); le gouverneur Frederick Haldimand en était l'instigateur et il entendait l'instrumentaliser afin qu'elle diffuse chez les nouveaux sujets de l'Empire des ouvrages promouvant les valeurs de la Couronne britannique. Non sans certaines réticences, le clergé catholique s'associa au projet. « Je vous avoue, Monseigneur, que si je contribue à cet établissement, ce ne serait qu'à contrecœur, et par un pur motif de politique chrétienne », arguait, dans une lettre à l'évêque de Québec (M^{sr} Briand), le supérieur des Sulpiciens de Montréal, Étienne Montgolfier, qui avait aussi été approché par Haldimand. « Je suis



intimement convaincu, continuait-il, que dans tous les établissements de l'imprimerie et de bibliothèque publique, quoiqu'ils aient en eux-mêmes quelque chose de bon, il y a toujours plus de mauvais que de bon, et qu'ils font plus de mal que de bien, même dans les lieux où il y a une certaine police pour la conservation de la foi et des bonnes mœurs². » La situation précaire du clergé francophone après la Conquête expliquerait sa participation à une initiative envers laquelle il entretenait beaucoup de suspicion. Dans ce contexte — on était encore loin des affinités électives qui se développeraient plus tard entre les autorités ecclésiastique et politique — l'Église aurait jugé préférable que le goupillon s'inclinât devant le trône devant le politique.

Dès que fut connu le projet d'établir à Québec une bibliothèque, la *Gazette littéraire* publia les textes de lecteurs qui souhaitaient qu'il en fût de même à Montréal. « Le projet de l'établissement d'une Bibliothèque publique, dans la ville & District de Québec, approuvé par Son Excellence, écrivait un citoyen, devrait exciter une noble émulation, l'exemple des Compatriotes devrait engager à les imiter; pourquoi cette partie se refuseroit-elle à un si grand avantage : elle est aussi remplie de bons Citoyens, & en état de concourir autant à une telle institution³. »

D'ailleurs, lors de l'assemblée de fondation de la BQ (15 janvier 1779) des Montréalais présents exprimèrent le vœu « que ce projet eût lieu par toute la province⁴ ». À cet égard, les participants furent informés qu'une souscription serait ouverte à Montréal au bureau du shérif et maître de poste, Edward William Gray, « aux conditions suivantes : paier £5 en Souscrivant et la somme annuelle de £2 par après ». Néanmoins, l'entreprise resta circonscrite à la seule ville de Québec.

Les Montréalais durent patienter près de vingt ans avant que ne fût implanté un premier établissement de lecture publique dans leur ville. Toutefois, à l'inverse de ce qui s'était passé dans la capitale de la province, cette initiative ne fut pas impulsée par les instances politiques coloniales, mais par l'action concertée d'un petit groupe de marchands, de politiciens et d'hommes de loi.

Le 7 mars 1796 se réunirent au Dillon's Coffee House — la résidence-auberge de l'artiste-peintre Richard Dillon, sise coin sud-ouest de la rue Saint-Jacques et de la Place-d'Armes — un groupe de souscripteurs qui adoptèrent « les règles pour la conduite & direction⁵ » de la future bibliothèque. L'assemblée procéda à l'élection du comité de direction : Pierre-Louis Panet, avocat, juge de la Cour du banc du oi et seigneur d'Argenteuil; James Walker, juge de la Cour du banc du Roi à Montréal; Louis-Charles Foucher, solliciteur général du Bas-Canada et, plus tard, juge du banc du Roi; James McGill, marchand de fourrures, député à l'Assemblée du Bas-Canada, membre du Conseil exécutif et philanthrope bien en vue; et un certain Robert Jones.

Pour financer la Bibliothèque de Montréal (Montreal Library), une société par actions (les

En mai, la nouvelle institution amorça ses opérations à raison de 15 heures par semaine. Un abonné pouvait emprunter « un Tome in folio l'espace de douze jours, ou un Tome in quarto, dix jours, ou deux Tomes in octavo ou duodecimo huit jours ». Pour bénéficier des services de la bibliothèque, les souscripteurs non-actionnaires devaient déboursier « cinq Piastres pour une année & trois Piastres pour une demie année ».

actionnaires-proprétaires) fut constituée — 125 titres d'une valeur de 10 £ chacun.

En mai, la nouvelle institution amorça ses opérations à raison de 15 heures par semaine. Un abonné pouvait emprunter « un Tome in folio l'espace de douze jours, ou un Tome in quarto, dix jours, ou deux Tomes in octavo ou duodecimo huit jours⁶ ». Pour bénéficier des services de la bibliothèque, les souscripteurs non-actionnaires devaient déboursier « cinq Piastres pour une année & trois Piastres pour une demie année ». En 1797, la bibliothèque possédait 1 558 volumes. Au début du 19^e siècle, seulement 40 des 168 membres inscrits avaient un patronyme francophone.

Le 24 avril 1819, 71 personnes, dont 13 francophones, obtinrent de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada un acte les autorisant à se constituer en « Corporation sous le nom de "Compagnie des Propriétaires de la Bibliothèque de Montréal"⁷ » dans le but d'acquérir un terrain « pour y ériger une Bibliothèque publique à leurs propres frais ». Et ce, « vu qu'il est convenable d'encourager et aider les instructions dont le but est de promouvoir et répandre les Sciences ». Un lot « appartenant à la Salle d'Audience [rue Notre-Dame] dans ladite Cité de Montréal » serait cédé aux demandeurs, à condition qu'ils fissent « bâtir, ériger et compléter la susdite Bibliothèque projetée, sous cinq années de et après la passation de cet Acte » La bibliothèque occupait alors une aile du rez-de-chaussée du Mansion House Hotel, qui se dressait à l'angle sud-ouest des rues Saint-Paul et



Bonsecours. Réputé le plus beau de Montréal, l'immeuble avait John Molson (1763-1836) pour propriétaire depuis 1815.

Parmi les signataires de la requête : Louis-Joseph Papineau; John Molson, député de Montréal-Est, homme d'affaires fondateur de la brasserie Molson; le marchand de fourrures David David, le premier Juif né dans la province de Québec; Austin Cuvillier, député de Huntingdon lié au Parti canadien et l'un des fondateurs de la Banque de Montréal; François Desrivières, homme d'affaires et juge de paix; François-Antoine Larocque, un commerçant qui participa à la fondation de la Banque de Montréal; Jacques-Philippe Saveuse de Beaujeu, seigneur de Soulanges et de la Nouvelle-Longueuil; Louis Guy, juge de paix, notaire, marchand et propriétaire foncier, décoré de la Médaille de la bataille de Châteauguay; Thomas McCord, député de Bedford, marchand, juge de paix et l'un des principaux artisans d'une loi adoptée par le Parlement (1818) visant à doter Montréal d'un service de police.

Le projet n'aboutit pas.

Le 16 mars 1821, le Mansion House Hotel était ravagé par les flammes; on parvint toutefois à sauver la presque totalité des livres de la bibliothèque. Avant même l'incendie, les propriétaires avaient informé le public que l'institution s'apprêtait à déménager dans la chapelle méthodiste wesleyenne sise dans la « petite rue Saint-Joseph » (Saint-Sulpice), à l'arrière de l'église Notre-Dame. Elle rouvrit à cet endroit le 11 juin. Outre la bibliothèque, le bâtiment abritait une « chambre de nouvelles », où on lisait journaux et autres périodiques, et un café, The Exchange.

Dans la partie française du catalogue de 1824, la littérature — un domaine qui éveillait la méfiance du clergé — y était bien représentée : 234 titres, soit 48,6 % du total français. De ceux-ci, 68,8 % (161

La Bibliothèque de Montréal (BM) était « destinée à une classe de lecteurs qui cherchaient plutôt à se distraire qu'à s'instruire », avançait en 1868 le *Journal de l'instruction publique*. Elle proposait des ouvrages d'auteurs réprochés par la morale, « Voltaire, Frederic de Prusse, Helvétius, Crebillon » et « plusieurs autres écrivains du même genre ».

titres) étaient de la plume d'auteurs français, contre 12 % (28 titres) d'auteurs anglais⁸. On y trouvait aussi des titres d'écrivains allemands, espagnols, flamands, grecs, italiens, etc. Des œuvres en français d'auteurs des Lumières [la plupart à l'Index] étaient également mises à la disposition des lecteurs : Voltaire, Rousseau, Montesquieu, Condillac, Locke, Condorcet, Marmontel, etc. La Bibliothèque de Montréal (BM) était « destinée à une classe de lecteurs qui cherchaient plutôt à se distraire qu'à s'instruire », avançait en 1868 le *Journal de l'instruction publique*. Elle proposait des ouvrages d'auteurs réprochés par la morale, « Voltaire, Frederic de Prusse, Helvétius, Crebillon » et « plusieurs autres écrivains du même genre⁹ ».

L'institution était alors en butte à de sérieuses difficultés financières¹⁰. Le 25 juin 1827, le comité de direction résolut de s'en départir¹¹. Le 15 mars de l'année suivante¹², elle fut vendue aux enchères pour la somme de 1 259 £ à l'architecte John Try¹³. Constituée en une nouvelle compagnie, elle rouvrit le 7 avril¹⁴.

En 1837, elle élit domicile dans les locaux de la Natural History Society of Montreal, « petite rue Saint-Jacques », à l'est de la rue Saint-Laurent.

En avril 1843, le secrétaire de la BM informait le public qu'une assemblée des propriétaires se tiendrait le 6 juillet dans les locaux de la société d'histoire, et ce, « afin de prendre en considération l'à-propos de dissoudre ladite association¹⁵ ».

En 1844, près de 50 ans après son ouverture, la BM était achetée pour la somme de 180 £ par la Mercantile Library Association of Montreal¹⁶, située dans le Marché Sainte-Anne [Place D'Youville], et cessait d'exister en tant que bibliothèque publique.

Selon le catalogue de 1842, la BM comptait alors 2720 titres (4792 volumes). Y dominaient les romans (700 titres); venaient ensuite les ouvrages d'histoire (443 titres), de belles-lettres (389 titres) et de voyages (297 titres). Au fil des ans, elle s'était anglicisée : alors qu'en 1797 les titres en français représentaient 47 % de la collection, quarante-cinq ans plus tard, ils n'en constituaient plus que 17 % (471 titres).

La BM fit paraître cinq catalogues : en 1797 (bilingue), 1811 (bilingue), 1824 (bilingue), 1833 (unilingue anglais) et 1842 (unilingue anglais). Des publications rédigées sans grandes considérations taxinomiques.

1. Cité dans Antonio Drolet, *Les bibliothèques canadiennes : 1604-1960*, p. 63, note 113.
2. Cité dans *Ibid.*, p. 91.
3. *La Gazette littéraire de Montréal*, 13 janvier 1779.
4. *The Quebec Gazette / La Gazette de Québec*, 21 janvier 1779.
5. *The Montreal Gazette / La Gazette de Montréal*, 14 mars 1796.

6. *The Montreal Gazette / La Gazette de Montréal*, 2 mai 1796; Catalogue des livres françois et anglais dans la Bibliothèque de Montréal, p.7.
7. « Acte pour approprier un certain lot de terre, dans la Cité de Montréal, à la situation d'une bibliothèque publique, et pour incorporer certaines personnes y mentionnées », p. 415, dans *Les statuts provinciaux du Bas-Canada, 1817-1819*.
8. Isabelle Ducharme, « L'offre de titres littéraires dans les catalogues de bibliothèques de collectivités à Montréal (1797-1898) », p. 241, dans *Lire au Québec au XIX^e siècle*.
9. « Livres et bibliothèques », p. 149, dans *Journal de l'instruction publique*, v. 12, no 12 (déc. 1868).
10. *The Montreal Gazette*, 18 juin 1827.
11. *The Montreal Gazette*, 5 juillet 1827.
12. *The Montreal Gazette*, 17 mars 1828.
13. Stephen Otto et A.J.H. Richardson, « John Try : A master carpenter, builder and architect in Old Montreal », p. 33, dans *Bulletin (Société pour l'étude de l'architecture au Canada)*, v. 22, no 2 (juin 1997).
14. *The Montreal Gazette*, 3 avril 1828.
15. *La Minerve*, 17 avril 1843.
16. *The third annual report of the Mercantile Library Association of Montreal*, p. 24.



BIBLIOGRAPHIE

Drolet, Antonio. *Les bibliothèques canadiennes : 1604-1960*, Ottawa, Le Cercle du livre de France, 1965, 234 p.

Ducharme, Isabelle. « L'offre de titres littéraires dans les catalogues de bibliothèques de collectivités à Montréal (1797-1898) », pp. 237-279, dans *Lire au Québec au XIX^e siècle*, [Saint-Laurent], Fides, 2003, 330 p.

Otto, Stephen et A.J.H. Richardson. « John Try : A master carpenter, builder and architect in Old Montreal », pp. 32-40, dans *Bulletin (Société pour l'étude de l'architecture au Canada)*, v. 22, no 2 (juin 1997).

« Acte pour approprier un certain lot de terre, dans la Cité de Montréal, à la situation d'une bibliothèque publique, et pour incorporer certaines personnes y mentionnées », pp. 415-419, dans *Les statuts provinciaux du Bas-Canada, 1817-1819*, Québec, P.E. Desbarats.

Catalogue des livres françois et anglais dans la Bibliothèque de Montréal, Montréal, imprimé chez E. Edwards, 1797, 37 p.

Catalogue of Books in the Montreal Library, Montreal, printed by James Starke & Co., 1842, 110 p.

Catalogue of the books, in the Montreal Library, Montreal, printed at the Herald office, 1824, 114 p.

« Livres et bibliothèques », pp. 146-152, dans *Journal de l'instruction publique*, v. 12, no 12 (déc. 1868).

The third annual report of the Mercantile Library Association of Montreal, Montréal, Lovell and Gibson, 1844, 24 p.

Chronique rurale

Reconnaître la valeur des bibliothèques publiques

CATHERINE ST-ARNAUD-BABIN /

Les bibliothèques publiques rurales reçoivent très peu d'attention des conversations professionnelles du milieu documentaire, alors qu'elles se dénombrent à plus de 780 au Québec et qu'elles servent près de 20 % de la population. Je vous propose donc une chronique récurrente qui abordera le thème du numéro courant dans la perspective des réalités terrain des petites bibliothèques rurales. J'espère que le voyage vous plaira !

Les bibliothèques publiques rurales reçoivent très peu d'attention des conversations professionnelles du milieu documentaire, alors qu'elles se dénombrent à plus de 780 au Québec et qu'elles servent près de 20 % de la population.

J'ai observé que dans de nombreuses municipalités rurales, il y a autant d'argent budgété annuellement pour l'entretien hivernal de la patinoire extérieure que pour le service de bibliothèque dans son ensemble, qui, lui, ouvre ses portes à l'année. La perception commune aux résidents de ces localités est donc qu'on attribue davantage de valeur au sport qu'à la culture. On crée même, malheureusement, une opposition entre ces deux sphères d'activités. À

mon avis, on ne peut surmonter cette bataille stérile qu'en cessant de réduire les bibliothèques aux livres et à la lecture.

Considérées trop souvent seulement par rapport à leur volet culturel, les bibliothèques publiques rurales doivent encore convaincre les élus municipaux qu'elles détiennent une mission plus large concernant, entre autres, l'alphabétisation et les apprentissages continus, de puissants leviers économiques. On oppose moins facilement éducation et sport.

Cependant, ces aspects de leur mission étant très peu exploités au Québec en dehors des centres urbains, il demeure difficile de démontrer, chiffres à l'appui, leur influence sur la santé de leur communauté d'appartenance. « Vendre » la pleine mission de la bibliothèque publique constitue une prémisses incontournable pour évaluer son impact économique en milieu rural. Le recours au langage comptable et marketing semble inévitable pour se faire entendre par les décideurs et se rendre attrayant pour les potentiels usagers. Une image de marque s'impose, par exemple, pour actualiser l'idée à laquelle est associée la bibliothèque, communiquer clairement avec la communauté servie et créer un sentiment d'appartenance. Par contre, s'il faut parler en chiffres, bien peu d'indicateurs de performance et de mesures de la valeur des services nous permettent d'appréhender l'ensemble des bénéfices individuels et collectifs engendrés par les bibliothèques publiques. Le défi est double : d'une part, trouver des indicateurs quantitatifs qui ne sont pas

Ayant grandi dans un fond de rang, Catherine St-Arnaud-Babin aime à rappeler aux urbains l'existence d'autres réalités. Un parcours sinueux entre études multidisciplinaires en sciences



sociales, engagements dans diverses causes, voyages et intervention communautaire auprès des personnes immigrantes l'a finalement menée au merveilleux monde des bibliothèques.

biaisés méthodologiquement ou idéologiquement ; d'autre part, persuader les élus que des indicateurs qualitatifs représentent des mesures d'impact tout aussi valables.

En tentant de convaincre les municipalités rurales d'adhérer à l'ensemble des missions des bibliothèques publiques, on se bute à l'enjeu de la rémunération du personnel. S'il est vrai que la situation varie d'une région à l'autre, dans plusieurs d'entre elles la majorité des responsables de bibliothèque travaille bénévolement, de même que les membres composant le personnel. On ne peut réalistement demander à des bénévoles d'assurer l'entière prestation de ces multiples services publics. La question de la valeur des bibliothèques frappe de plein fouet. Aux yeux des élus, l'apport de ce service municipal à la communauté n'est pas suffisant pour justifier de rémunérer le personnel qui y travaille. Seulement, l'un ne va pas sans l'autre. Engager des gens qualifiés qui concrétisent l'ensemble des missions des bibliothèques publiques en mettant en place des services aux usagers diversifiés entraîne forcément, il me semble, une augmentation de la portée et du rayonnement de ces services au sein de leur communauté. Reste à convaincre les élus avec les indicateurs quantitatifs et qualitatifs présentement disponibles.

Par ailleurs, l'argent étant partout une ressource névralgique, la création de partenariats est d'autant plus cruciale dans les milieux ruraux où l'on ne peut se permettre de dédoubler des services à la communauté, celle-ci n'étant généralement pas assez peuplée pour rentabiliser plusieurs offres d'un même créneau. Les associations avec les maisons de jeunes, les résidences d'aînés, les garderies et les écoles sont fortement encouragées, car elles permettent de joindre ces publics cibles tout en travaillant en

complémentarité. Plusieurs municipalités régionales de comté (MRC) réalisent des économies d'échelle en élaborant des programmes d'animation culturelle en bibliothèque sur l'étendue de leur territoire. Par contre, les partenariats avec les centres locaux d'emploi, les établissements et les commerces liés à la santé ou les centres de formation se font rares. Alors qu'une des valeurs ajoutées les plus prisées en milieu rural est la proximité, ils fourniraient aux résidents des services d'information d'intérêt public sans avoir à se déplacer sur des dizaines de kilomètres, voire plus.

Les bibliothèques publiques rurales suivent la vague et se transforment peu à peu en lieu de convergence communautaire et culturelle. Les projets d'aménagement se multiplient, que ce soit dans de tout petits villages de 500 habitants ou dans des agglomérations qui en rassemblent plus de 4000. Les communautés renouvellent ainsi leur usage de leur bibliothèque, animant ce qui constitue bien souvent le seul lieu de diffusion culturelle. Plusieurs municipalités reconnaissent donc la « valeur » bénéfique de ces investissements. Il demeure que bien peu conçoivent que leur service de bibliothèque puisse participer au développement économique régional. Aux Réseaux BIBLIO de décroquer l'image des bibliothèques publiques !

NOTE : Je ne parlerai pas au nom des bibliothèques publiques rurales, ni au nom de tous les Réseaux BIBLIO, mais en mon nom personnel, endossée par mon employeur, le Réseau BIBLIO du Centre-du-Québec, de Lanaudière et de la Mauricie, qui rassemble 130 municipalités.



Les 500 mots métiers Un nouvel outil pour les professionnels de l'information

MARIE-CLAIRE BARBEAU-SYLVESTRE /

Paru en 2016 aux éditions KLOG, un nouveau glossaire professionnel trilingue (français, anglais, allemand) réunit le vocabulaire des bibliothèques, des musées, de la documentation et des archives.

*Intitulé **Les 500 mots métiers. Bibliothèques, archives, documentation, musées**, l'ouvrage est conçu à partir d'une prise de position des auteurs : ces quatre domaines de l'information s'entrecroisent et gagneraient à cimenter leur rapprochement, déjà favorisé par les technologies de l'information.*

Intitulé *Les 500 mots métiers. Bibliothèques, archives, documentation, musées¹*, l'ouvrage est conçu à partir d'une prise de position des auteurs : ces quatre domaines de l'information s'entrecroisent et gagneraient à cimenter leur rapprochement, déjà favorisé par les technologies de l'information. L'union, argument les auteurs en avant-propos, ferait la force des métiers de l'information mis à mal en contexte de crise économique, de fusion de services ou simplement d'invisibilité de leurs services respectifs.

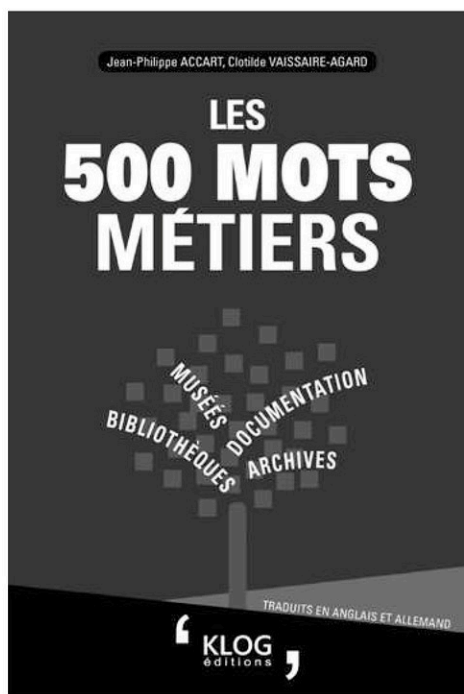
Les 500 mots métiers a été conçu par Jean-Philippe Accart et Clotilde Vaissaire-Agard. Le premier se présente comme bibliothécaire-documentaliste, formateur, enseignant et consultant et travaille depuis plus de trente ans dans le secteur des sciences de l'information en France et en Suisse. La seconde a été archiviste, bibliothécaire et documentaliste. Elle est désormais consultante et formatrice chez CF2ID, un organisme privé agréé offrant des formations préparatoires aux concours d'entrée dans la fonction publique française et tout au long de la carrière des professionnels². Elle a également cofondé, en 2011, la maison d'édition française KLOG, qui se spécialise dans la publication d'ouvrages destinés aux professionnels de l'information et à la préparation des concours d'entrée dans la fonction publique française, pour les domaines de la documentation et de la bibliothéconomie³.

L'ouvrage, conforme à la ligne éditoriale de la maison, se présente comme utile à la préparation des concours français, mais il servira aussi bien aux professionnels et aux étudiants québécois. En effet, si la traduction allemande qui accompagne chacun des 500 « mots métiers » sélectionnés par les auteurs sera davantage utile en contexte européen, la traduction anglaise qui y figure également est

Après des études en Histoire, culture et société à l'Université du Québec à Montréal, Marie-Claire Barbeau-Sylvestre s'est dirigée vers la philosophie. Elle a entrepris une maîtrise à l'Université de Montréal et consacre son mémoire à l'emphase



comme précédé philosophique chez Emmanuel Levinas. Elle a enseigné cette discipline au Collège Jean-de-Brébeuf et au Cégep du Vieux Montréal. Elle est actuellement libraire à la librairie l'Écume des jours à Montréal.



Les 500 mots métiers. Bibliothèques, archives, documentation, musées. Accart, Jean-Philippe et Clotilde Vaissaire-Agard. 2016.

essentielle en contexte nord-américain. L'utilisateur pourra évidemment chercher un terme français pour en connaître la définition, l'usage et les traductions puisque le glossaire est classé selon l'ordre alphabétique des termes français. Cependant, si d'aventure, dans sa pratique, il bute sur des termes anglais ou allemands, il pourra tout aussi bien les trouver grâce aux index alphabétiques des termes anglais et allemands placés à la fin de l'ouvrage.

Conçu pour la pratique actuelle, le glossaire répertorie et définit les termes traditionnels et encore incontournables des métiers de l'information (abonnement, jaquette, manuscrit...), mais il fait la part belle aux technologies, tout aussi incontournables désormais

Conçu pour la pratique actuelle, le glossaire répertorie et définit les termes traditionnels et encore incontournables des métiers de l'information (abonnement, jaquette, manuscrit...), mais il fait la part belle aux technologies, tout aussi incontournables désormais (agrégateur de contenu, liseuse, Open Archive Initiative...).

(agrégateur de contenu, liseuse, Open Archive Initiative...). Les auteurs ont enfin pris soin d'illustrer certaines définitions par des exemples récents, d'ajouter des schémas pour éclaircir certaines notions et de glisser des images pertinentes, comme des symboles informatiques.

Bref, *Les 500 mots métiers* est un outil pratique pour les étudiants et les professionnels de l'information d'aujourd'hui.

1. Accart, Jean-Philippe et Clotilde Vaissaire-Agard. 2016. *Les 500 mots métiers. Bibliothèques, archives, documentation, musées*. Bois-Guillaume : Éditions KLOG. 190 p.
2. CF2ID Information – Plateforme de formation aux concours. *Qui sommes-nous*. [www.cf2idformation.fr/web/type/Qui-sommes-nous] et CF2ID Information – Plateforme de formation aux concours. *Formations 2016-2017*. [www.cf2idformation.fr/web/type/Liste-des-formationen-2016-2017], pages consultées le 26 janvier 2017.
3. KLOG éditions. *Qui sommes-nous?*. [www.editionsklog.com/pages/Qui-sommes-nous], page consultée le 26 janvier 2017.



6 à 8 de la CBPQ

Table ronde sur la gestion en bibliothèque

STÉPHANIE DUPA /

C'est dans l'ambiance chaleureuse du Broue Pub Brouhaha Rosemont à Montréal que s'est tenu le quatrième 6 à 8 de la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec (CBPQ). Lancé en avril 2016, le programme d'événements professionnels sous forme de 6 à 8 a pour but de favoriser les rencontres et les échanges entre professionnels de bibliothèques dans une ambiance conviviale et informelle. La rencontre du mercredi 25 janvier 2017 a rassemblé étudiants et professionnels de l'information pour échanger sur le thème de la gestion en bibliothèque.

Les premières questions posées aux conférenciers de la table ronde tournent autour du leadership et des qualités incontournables des gestionnaires. C'est le plus souvent à travers des anecdotes personnelles et des récits d'expérience que se dresse le portrait du gestionnaire.

Au programme de cette table ronde réalisée en collaboration avec Eureka.ca, surtout des échanges pour démystifier le rôle de gestionnaire et parler de l'expérience terrain dans différents milieux. Animée par Julie Gagnon, sous-titreur et locuteur à Radio-Canada et membre du conseil d'administration de la CBPQ, cette activité a permis d'entendre trois bibliothécaires qui « à eux trois cumulent plus de 40 ans d'expérience

en tant que gestionnaires ». Les conférenciers étaient Isabelle Pilon, directrice du réseau de bibliothèques, recherche et formation au Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ), Geneviève Cadieux, chef de section — bibliothèque à la Ville de Boucherville et Sylvain Champagne, gestionnaire-bibliothécaire.

Pour briser la glace, Julie Gagnon s'adresse d'abord aux participants : « Qui d'entre vous souhaiterait s'orienter vers une carrière de gestionnaire ? » En réponse, une bonne dizaine de mains se lèvent. La table ronde est justement faite pour lever le voile sur cette profession dont les responsabilités peuvent tout aussi bien attirer que rebuter les professionnels.

Les premières questions posées aux conférenciers de la table ronde tournent autour du leadership et des qualités incontournables des gestionnaires. C'est le plus souvent à travers des anecdotes personnelles et des récits d'expérience que se dresse le portrait du gestionnaire. D'abord, on devient rarement gestionnaire du jour au lendemain. C'est quelque chose qui se construit avec l'expérience en prenant des modèles inspirants autour de soi, mais qui est aussi relié à la personnalité. Les personnes qui ont des qualités de gestionnaire sont avant tout des professionnels passionnés, engagés, qui s'investissent dans leur travail et qui aiment les défis. C'est aussi vouloir sortir de sa zone de confort. En devenant gestionnaire, on est contraint d'abandonner plus ou moins sa casquette d'expert et l'on fait face à plus d'incertitude. Ce qui nous amène à la gestion finalement, c'est le fait



PHOTO : © LAETITIA LE CLECH

6 à 8 de la CBPQ – La gestion en bibliothèque.

« d'aimer être au cœur des choses qui changent », nous dit Sylvain Champagne.

La personnalité influencera évidemment le style de gestion, mais les intervenants insistent de manière unanime sur des traits de caractère communs et essentiels à tout gestionnaire. Les conférenciers mettent l'accent sur l'importance des qualités interpersonnelles. Il est clair que la misanthropie et la gestion ne font pas bon ménage ! Le gestionnaire ne travaille pas seul dans son coin : il aime travailler en équipe et surtout il s'attache à écouter et connaître les personnalités de chaque membre de son équipe. Parler et écouter son équipe ne devraient pas faire partie des tâches à remettre à plus tard. Être gestionnaire, c'est aussi être doté d'une nature positive et ne pas se laisser aller à la mauvaise humeur nous dit Isabelle Pilon. À la question « la gestion est-elle plus un art ou une science ? », nos trois gestionnaires répondent unanimement un art de par les qualités humaines du gestionnaire qui entrent en jeu.

Certaines qualités sont moins évidentes, mais tout aussi essentielles. Les intervenants soulignent qu'il faut savoir accepter de ne pas toujours faire l'unanimité dans son équipe et avoir le courage de prendre des décisions. Geneviève Cadieux souligne que les

équipes apprécient le fait de ne pas avoir le poids de la décision qui pèse sur leurs épaules et que cela amène un certain respect et reconnaissance pour leur gestionnaire qui l'assume. Être gestionnaire, c'est évidemment être authentique et être capable d'introspection pour devenir un modèle inspirant pour son équipe. Enfin, les « habiletés politiques » sont incontournables pour être soutenu dans les projets que l'on souhaite mener.

Après cette belle entrée en matière, vient ensuite le temps des questions qui touchent plus directement à l'expérience terrain des trois gestionnaires invités. Ces derniers ont ainsi exposé le type de gestionnaire qu'ils étaient, leur meilleur coup, mais aussi leur pire échec. Leur personnalité et les milieux dans lesquels ils exercent les amènent à avoir des styles de gestion différents, mais on remarque qu'ils ont tous trois le travail dans la peau et ont à cœur la réussite de leur équipe. Souvent, les échecs ont été le fruit d'un trop grand enthousiasme. On a surestimé un produit, on s'est lancé trop vite dans un projet, on n'a pas été assez ferme sur ses positions, ou on n'a pas su dire non... Il faut savoir les reconnaître, rectifier le tir quand c'est possible, en tirer les leçons et passer à autre chose.





De Gauche à droite :
Sylvain Champagne,
Isabelle Pilon, Julie Gagnon,
Geneviève Cadieux,
Catherine Mongeau et
Guy Gosselin

La dernière demi-heure a été riche en questions des participants. Est apparue, notamment, la question du droit à la déconnexion au travail qui consiste à se déconnecter de sa vie professionnelle, comme ne plus répondre aux appels téléphoniques ou aux courriels en dehors de ses heures de travail¹. Les trois gestionnaires avouent qu'ils ont du mal à se déconnecter, mais Sylvain Champagne précise que cela permet pourtant de gagner en efficacité.

Enfin, devenir gestionnaire c'est aussi accepter de faire des deuils parfois difficiles. Pour tous, le service client a été le plus grand deuil à faire, tout comme celui d'accepter de ne plus être un expert dans un certain domaine. Il faut savoir l'admettre et faire confiance à son équipe.

La table ronde touchant à sa fin, Julie Gagnon s'adresse à nouveau aux participants : « Maintenant, a-t-on confirmé votre choix ? Qui d'entre vous souhaiterait s'orienter vers une carrière de gestionnaire ? » Il nous semble que la totalité des participants lève la main. Pour bon nombre de participants, la soirée ne s'arrête pas là et se poursuit en discussions et réseautage dans une ambiance amicale.

Souvent, les échecs ont été le fruit d'un trop grand enthousiasme. On a surestimé un produit, on s'est lancé trop vite dans un projet, on n'a pas été assez ferme sur ses positions, ou on n'a pas su dire non... Il faut savoir les reconnaître, rectifier le tir quand c'est possible, en tirer les leçons et passer à autre chose.



Après des études en littérature et en sciences de l'information réalisées en France, Stéphanie Dupa s'est dirigée vers la maîtrise en bibliothéconomie de l'EBSI à l'UdeM. Elle est actuellement bibliothécaire à BANQ.



1. En France, depuis le 1^{er} janvier 2017, les salariés ont un « droit à la déconnexion ». Pour plus d'information : www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/488269/travail-la-france-se-donne-le-droit-a-la-deconnexion

La curation de contenus

Une activité stratégique pour accroître la visibilité de la bibliothèque

**ELSA DREVON, CHRISTINE DUFOUR
ET DOMINIQUE MAUREL /**

Depuis quelques années, le constat doit être fait : le public ignore souvent les services offerts et les collections fournies par la bibliothèque. De plus, la bibliothèque fait face à une concurrence forte dans le secteur culturel et doit conquérir le consommateur qui est confronté à une offre foisonnante d'activités culturelles (Marteaux et Mencarelli, 2005). Elle doit donc accroître sa visibilité. Selon Verron (2013), « cette méconnaissance et relative invisibilité des bibliothèques est souvent associée à un défaut de marketing et de mise en valeur de la « marque bibliothèque » (p. 29).

**Depuis quelques années, le constat doit être fait :
le public ignore souvent les services offerts et
les collections fournies par la bibliothèque.**

Or, la curation de contenus est un moyen d'accroître la visibilité et la notoriété d'une marque (Alloing, 2012). Comment la curation de contenus, à la fois semblable et différente de la veille, contribue-t-elle à soutenir la stratégie de la bibliothèque et à augmenter la visibilité de la marque bibliothèque?

QU'EST-CE QUE LA CURATION DE CONTENUS ET QUELLES SONT LES DIFFÉRENCES AVEC LA VEILLE?

La curation de contenus est « l'action de trouver, regrouper, organiser et partager le contenu en ligne le meilleur et le plus pertinent sur un sujet spécifique » (Bhargava, 2009, trad. par Mesguich, 2012, p. 26). Le processus de curation de contenus comprend

généralement trois étapes : sélectionner, donner du sens (ou éditorialiser) et partager (Guallar, 2017). L'étape de sélection des contenus consiste à s'abonner au fil d'actualités de diverses personnes, appelées influenceurs, et à trouver du contenu. L'étape suivante est l'éditorialisation, qui vise à donner du sens à l'information sélectionnée, et ce, de différentes manières :

- L'ajout de contenu sur un même sujet à un seul endroit (agrégation);
- La mise en avant des principaux éléments (distillation);
- L'extrapolation de tendances à partir de données partielles (élévation);
- La juxtaposition et la fusion de contenus (mash-up);
- L'organisation antéchronologique (Dale, 2014).

Les commentaires et l'ajout d'étiquettes sont aussi des façons de donner du sens au contenu trouvé sur un sujet. Enfin, l'étape de partage amène le curateur à diffuser ses trouvailles à des internautes abonnés à son profil sur des outils de curation ou des médias sociaux.

Mais alors, quelles sont les différences entre curation de contenus et veille? Selon plusieurs auteurs (Alloing, 2012; Libmann, 2015; Drevon, Dufour et Maurel, 2015), ces deux activités se ressemblent. Elles mobilisent les mêmes outils technologiques, et les mêmes techniques de recherche, de filtrage, d'agrégation des sources d'information, de structuration et de diffusion. Leurs processus comportent plusieurs étapes similaires comme la sélection, l'organisation et la diffusion. Enfin, le rôle de médiation entre information et consommateur d'information existe aussi bien chez le curateur de contenus que chez le veilleur.



à la communauté et comblent ses « attentes de reconnaissances » (Honneth, 2013). À travers le travail du bibliothécaire curateur de contenus, la bibliothèque cherche à être reconnue aux yeux de ses clientèles cibles comme experte dans un domaine, une expertise qui renforce sa réputation sur le marché des institutions culturelles.

La bibliothèque a donc tout intérêt à faire de la curation de contenus pour communiquer sur sa marque et accroître sa visibilité auprès d'usagers actuels et potentiels. Néanmoins, plusieurs ingrédients demeurent nécessaires pour réussir cette activité.

QUELLES SONT LES RECOMMANDATIONS POUR RÉUSSIR SA CURATION DE CONTENUS?

Plusieurs actions peuvent assurer le succès de la curation de contenus. Le curateur de contenus devrait prendre soin de constituer son réseau informationnel, élaborer une stratégie de communication sur les médias sociaux, et faire de la veille.

Afin de bénéficier de la découverte d'horizons

Le curateur de contenus cherche ainsi à investir des communautés virtuelles, au sein desquelles il aspire à être perçu comme un nœud de confiance. En rediffusant le contenu partagé, les autres internautes approuvent la contribution du curateur de contenus à la communauté.

nouveaux et ne pas s'enfermer dans une bulle informationnelle, le curateur de contenus devrait prendre soin de « repérer les bonnes personnes » (Le Deuff, 2012, p. 52) pour constituer son réseau informationnel sur le Web. Il devrait aussi varier ses comportements numériques afin d'appriivoiser les algorithmes prédictifs plutôt que de les subir (Cardon, 2015). En effet, certains outils proposent de la curation automatique : plus le curateur utilise l'outil, plus son comportement est prévisible, et plus l'outil lui fournit de l'information pertinente. Néanmoins, l'humain reste primordial, d'une part, pour rechercher de l'information au-delà de celle proposée par la curation automatique, et d'autre part, pour évaluer l'information proposée, à partir de critères tels que la crédibilité, la validité, l'objectivité, l'actualité et l'exhaustivité (Martinet, 2011).



Librairie
Monet

**Votre partenaire pour
une gestion efficace de vos
ressources documentaires!**



Votre librairie générale et universitaire

- Spécialités: Littérature jeunesse, BD et édition universitaire
- Ateliers de formation personnalisés
- Salon mensuel des nouveautés
- Fournisseur officiel de livres numériques

Catalogue virtuel Monet PRO

- Le seul catalogue en ligne proposant l'expertise des libraires
- Spécialement conçu pour les bibliothécaires
- Idéal pour le travail à distance



Laurent Borrégo, Service aux institutions: laurent@librairiemonet.com

Librairie Monet • Galeries Normandie • 2752, rue de Salaberry, Montréal (Qc) H3M 1L3 • Tél.: 514-337-4083 • librairiemonet.com

Par ailleurs, le curateur de contenus devrait définir une ligne éditoriale. Celle-ci l'amène à être cohérent dans le choix des contenus partagés et du ton employé en fonction des médias sociaux. Cette ligne éditoriale doit impérativement remplir un créneau différent de celui de ses concurrents.

Comme le curateur de contenus en bibliothèque partage des contenus sur les médias sociaux, les stratégies d'intégration des médias sociaux suggérées par Charest *et al.* (2013) et Cordina et Fayon (2013) s'avèrent pertinentes pour sa pratique. Il devrait se fixer des objectifs en lien avec les axes stratégiques de la bibliothèque. Par exemple, le but de la curation de contenus est-il de fidéliser les usagers actuels, de faire connaître les collections de la bibliothèque à des usagers potentiels, ou encore de démontrer l'expertise des bibliothécaires dans un domaine en particulier? Sur ce dernier point, la curation de contenus peut être un bon moyen de faire connaître le service de veille offert aux usagers. Elle peut participer à

démontrer l'expertise du bibliothécaire, notamment sa maîtrise des différents outils technologiques. Par ailleurs, le curateur de contenus devrait définir une ligne éditoriale. Celle-ci l'amène à être cohérent dans le choix des contenus partagés et du ton employé en fonction des médias sociaux. Cette ligne éditoriale doit impérativement remplir un créneau différent de celui de ses concurrents. Par conséquent, la veille peut soutenir la curation de contenus dans la définition de sa ligne éditoriale. Une veille réputation permettrait de connaître les commentaires positifs, négatifs et neutres laissés par les internautes sur la bibliothèque. Une veille concurrentielle viserait à « observer ce que font les organisations de même nature [pour] s'en inspirer ou s'en démarquer » (Charest *et al.*, 2013, p. 270).

La curation de contenus, associée à la veille et à quelques bonnes pratiques d'intégration des médias

BIBLIOGRAPHIE

- Alloing, C. (2012). Curation sociale et agents-facilitateurs : Quel(s) impact(s) sur les stratégies d'information et de communication des organisations sur le web ? Dans S. Acostinelli, D. Augey et F. Laurie (dir.), *La richesse des réseaux numériques : Actes du colloque Médias011* (p. 1-12). Aix-en-Provence : Presses Universitaires d'Aix-Marseille.
- Bauman, Z. (2010). *Identité*. Paris : Les Éditions de l'Herne.
- Bhargava, R. (2009, 30 septembre). *Manifesto for the content curator : the next big social media job of the future?* [Billet de blogue]. Repéré à www.rohitbhargava.com/2009/09/manifesto-for-the-content-curator-the-next-big-social-media-job-of-the-future.html
- Boukacem-Zeghmouri, C. et Mabrak, S. (2016). Économie et bibliothèques. *Bulletin des bibliothèques de France*, 8, 34-42.
- Cardon, D. (2015). *À quoi rêvent les algorithmes. Nos vies à l'heure des big data*. Paris : Seuil.
- Charest, F., Gaultier, A.-M. et Grenon, F. (2013). Appropriation et stratégies d'intégration des médias sociaux par les professionnels de la communication. *Communication et organisations*, 43, 269-280.
- Chevry Pebayle, E. et Slouma, M. (2016). Facebook et les bibliothèques : entre appropriation des professionnels et réception des usagers. *ESSACHESS – Journal for Communication Studies*, 9(2(18)), 125-139.
- Cordina, P. et Fayon, D. (2013). *Community management : fédérer des communautés sur les médias sociaux*. Montreuil : Pearson Éducation.
- Dale, S. (2014). Content curation : the future of relevance. *Business Information Review*, 31(4), 19-205.
- Deschamps, C. (2012). Les multiples facettes de la curation. *Documentaliste-Sciences de l'Information*, Vol. 49(1), 22-23.
- Drevon, E., Dufour, C. et Maurel, D. (2015). Curation de contenus et veille : un concept nouveau pour une pratique ancienne? [Résumé long, 10 p.]. Dans *Actes du 43^e congrès annuel de l'Association canadienne des sciences de l'information*, Ottawa, 3-5 juin 2015. Repéré à <https://journals.library.ualberta.ca/ojs.cais-acsi.ca/index.php/cais-ascii/article/view/935>
- Garrette, B., Dussauge, P., Durand, R. et Cazals, F. (2016). *Strategor : toute la stratégie d'entreprise* (7^e édition). Paris : Dunod.

sociaux, est donc une activité stratégique, en ce qu'elle contribue à développer la marque bibliothèque sur le Web, ainsi qu'à accroître la visibilité du lieu, des produits et services, et des compétences du personnel de la bibliothèque.



Détentriche d'une maîtrise en sciences de l'information (Enssib, France), Elsa Drevon est actuellement candidate au doctorat à l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal ainsi qu'elle y a été à plusieurs reprises

chargée du cours de veille stratégique. Ses centres d'intérêt portent sur la veille stratégique dans les organisations publiques de santé, la veille informationnelle, la curation de contenus, la communication sur les réseaux sociaux et la gestion des connaissances.



Professeure agrégée à l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal, Christine Dufour est titulaire d'un doctorat et d'un postdoctorat en sciences de l'information. Elle s'intéresse aux systèmes d'information Web sous

plusieurs angles, s'attardant tantôt en amont de leur cycle de vie, lors du développement, tantôt en aval, au moment de leur utilisation. La perspective sociotechnologique adoptée l'amène à considérer ces systèmes dans leur environnement informationnel (acteurs, politiques, culture, etc.).



Dominique Maurel est professeure agrégée à l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal. Elle détient un doctorat en sciences de l'information de l'Université de Montréal et un postdoctorat en sciences de l'information de

l'Université de Toronto. Ses intérêts de recherche portent sur les comportements et pratiques d'information, la gouvernance informationnelle, la gestion des connaissances, les documents d'activité et la théorie des genres de documents.



BIBLIOGRAPHIE (SUITE)

Guallar, J. (2017). Content curation in digital media : between retrospective and real-time information. Dans F. Campos Freire, X. Rúas Araújo, V.A. Martínez Fernández et X.L. Garcia. (dir.), *Media and Metamedia Management* (p. 37-46). New York : Springer.

Honneth, A. (2013). *La lutte pour la reconnaissance*. Paris : Gallimard.

Le Deuff, O. (2012). À l'échelle des organisations : curation, folksonomies et pratiques documentaires : quelle prise de soin face à l'incurie ? *Documentaliste-Sciences de l'Information*, 49(1), 51-52.

Libmann, A.-M. (2015, 22 janvier). Veille et curation : une nécessaire maîtrise des flux d'information et réflexion sur leur valeur pour l'entreprise. Communication présentée à *Collecte, filtrage d'information et veille aujourd'hui*, Lyon, 22 janvier 2015. Repéré à www.slideshare.net/jpa245/veille-et-curation-de-donnes-lyon-22-janvier-2015

Marteaux, S. et Mencarelli, R. (2005). Positionnement stratégique des entreprises culturelles : proposition d'enrichissement autour du concept de valeur. *Management & Avenir*, (5), 161-178.

Martinet, F. (2011). Comment qualifier ses sources d'information? Dans C. Alloing, F. Chantrel, A.-L. Raffestin et T. Zimmer (dir.), *Regards croisés sur la veille*. [Livre blanc]. Rennes : RegionsJob; CaddEReputation. Repéré à www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/notices/49487-regards-croises-sur-la-veille

Mesguich, V. (2012). Le curateur, cet animal social dans la jungle informationnelle. *Documentaliste-Sciences de l'Information*, 49(1), 24-28.

Verron, P.-L. (2013). *La notion de marque pour les bibliothèques* (Mémoire d'études pour le diplôme de conservateur des bibliothèques, École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB), Villeurbanne). Repéré à www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/60399-la-notion-de-marque-pour-les-bibliotheques.pdf

Un mot de la nouvelle directrice générale de la CBPQ

Chers collègues! J'ai le plaisir de me présenter brièvement dans ce numéro d'Argus. J'en profite pour remercier Marie-Eve Auclair, notre rédactrice en chef, et l'équipe éditoriale pour la qualité de leur travail.

J'ai étudié en adaptation scolaire et sociale avant de me diriger vers un baccalauréat en études littéraires et culturelles. J'ai expérimenté la muséologie puis j'ai complété ma maîtrise en sciences de l'information à l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal. Je m'y suis beaucoup impliquée afin de mieux connaître les différents milieux et pour favoriser les contacts entre les étudiants et les professionnels. À la fin de ma maîtrise, j'ai réalisé un stage au Cégep Marie-Victorin puis j'ai travaillé comme responsable d'un centre de documentation spécialisé en musique.



Catherine Mongeau,
Directrice générale, CBPQ

Je me demandais souvent comment j'allais faire un seul choix. Les bibliothécaires scolaires, collégiaux et universitaires rejoignent ma fibre enseignante et ils guident avec brio les élèves et les étudiants vers la réussite. J'admire également les bibliothécaires du milieu public pour leur travail de démocratisation du savoir et pour les liens significatifs qu'ils créent avec leur communauté et les institutions culturelles. Les bibliothécaires en milieu spécialisé, quant à eux, s'adaptent aux besoins spécifiques de leurs usagers et ils offrent une richesse complémentaire incroyable aux professionnels de l'information.

Comme directrice générale de la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec, j'ai maintenant le privilège de travailler pour chacun d'eux afin de faire valoir leurs compétences et leur apport essentiel à la société.

Catherine Mongeau / Directrice générale, CBPQ

Du nouveau pour Argus

Dans les semaines à venir, la revue Argus subira une véritable cure de jouvence afin de refléter le dynamisme, l'audace et l'engagement des bibliothécaires d'aujourd'hui.

Principal vecteur de diffusion des préoccupations et des intérêts professionnels des bibliothécaires québécois, la nouvelle revue Argus continuera à être un espace d'échanges et de questionnements *conçu par et pour des bibliothécaires professionnels*.

La fréquence de publication d'Argus passera de trois à deux fois l'an, ce qui permettra à l'équipe de rédaction de proposer une revue, encore plus pertinente, esthétique et pratique, bref, une revue à l'image des bibliothécaires actuels, revue que vous voudrez conserver en bonne place dans votre bibliothèque.

La nouvelle mouture d'Argus, dont la thématique sera « Revenir au livre », vous sera livrée au cours de l'automne 2017.

Marie-Eve Auclair / Rédactrice en chef, Argus



OCLC
WorldShare®

regroupe les données et les activités
de bibliothèques afin de



et vous permettre de concentrer vos efforts
sur les services à vos utilisateurs.



Les applications OCLC WorldShare proposent une nouvelle approche
pour la gestion coopérative des chaînes de travail en bibliothèques.

- Acquisitions
- Analytiques
- Prêts
- Recherche
- Prêts entre bibliothèques
- Gestion des licences
- Gestion des métadonnées

Pour en savoir davantage, veuillez nous rendre
visite au www.oclc.org.



Les bibliothèques du monde,
connectées.™



COUP POUCE
LE POIDS SANTÉ AU CONCEPT À COURIR
Points de coupe ou de valeur pour le week-end!

-65%
1 an 57,48\$ 20,00\$



CHATELAINE
LES MEILLEURES RECETTES
LES MEILLEURES IDEES
LES MEILLEURES TENDANCES

-58%
1 an 59,88\$ 24,97\$



5 15
100 idées nouvelles qui simplifient la vie
Impressionnez vos invités

-62%
1 an 65,88\$ 24,95\$



ELLE
LES MEILLEURES RECETTES
LES MEILLEURES IDEES
LES MEILLEURES TENDANCES

14,95\$
1 an 59,88\$ 14,95\$



l'actualité
LES QUÉBÉCOIS ET L'ÉTRANGER
LE MOUVEMENT DES VOTES
LE MOUVEMENT DES VOTES

-70%
1 an 125,10\$ 36,99\$



BEI ÂGE
MAGAZINE
ARGENT
Enfants handicapés
Généraliste

14,95\$
8 nos 29,60\$ 14,95\$



idées
192 idées MAISON
1 an 49,90\$ 13,95\$



MAISON & DEMEURE
DESIGN À COPIER
DES TRUCS D'EXPERTS DES LOOKS FRAIS ET DES ESPACES

-72%
1 an 59,90\$ 16,48\$



je CUISINE
Edition spéciale
Nos 111 meilleures recettes
la sélection de nos lecteurs

-65%
1 an 99,50\$ 34,95\$



tellement bon
Cuisine douce ou leur secret
Pates express!
A emporter

14,95\$
1 an 92,94\$ 14,95\$



FLEURS PLANTES JARDINS
L'ABC
1 an 26,94\$ 12,95\$



CHEZ SOI
SPECIAL OUTDOORING
LA MAISON
1 an 59,90\$ 14,95\$



DEBROUTIARDS
MISSION PLANÈTE
1 an 54,45\$ 37,95\$



POMME D'API
Sam Sam et les dinosaures
1 an 87,45\$ 37,95\$



j'aime lire
À L'ÉCOLE
1 an 89,50\$ 37,95\$



YOO PA
25 activités
POUR UN ÉTÉ INOUBLIABLE
1 an 29,70\$ 9,95\$




Cool
LA LIBRI DE CHANGEMENT
1 an 56,28\$ 31,95\$



Les Explorateurs
1 an 54,45\$ 32,95\$



QUÉBEC SCIENCE
VOTRE FOIE, CE HÉROS
1 an 51,60\$ 30,95\$



SCIENCE & VIE
1 an 78,00\$ 69,95\$

VISITEZ NOTRE SITE DÉDIÉ EXCLUSIVEMENT AUX BIBLIOTHÈQUES.

Obtenez facilement et rapidement une soumission en ligne, sans obligation ultérieure de votre part.

www.rabaiscampus.com/biblio



POPI
Sati Chai-Bhan
La colère est finie!
1 an 83,40\$ 44,95\$



CURIUM
1 an 54,45\$ 37,95\$



NATIONAL GEOGRAPHIC
1 an 99,00\$ 59,95\$



GEO
LES NOUVEAUX HORIZONS
1 an 138,00\$ 73,00\$



Nature
1 an 26,00\$ 18,95\$



enfants
12 nos 47,40\$ 13,95\$



GÉO PLEIN AIR
1 an 88,70\$ 24,95\$



VÉLO mag
1 an 41,70\$ 26,95\$



mieux être
7 TRUCS
1 an 95,70\$ 19,95\$



Gabrielle
Quel est le régime le plus efficace?
25 recettes pour perdre du poids SANS LE REPRISE!
1 an 45,90\$ 21,95\$



LOU LOU
382
1 an 99,92\$ 16,99\$



Clin'œil
1 an 59,88\$ 15,95\$



Sentier CHASSE-PÊCHE
1 an 52,50\$ 34,95\$



MOTO JOURNAL
1 an 49,50\$ 17,55\$



7 JOURS
1 an 246,48\$ 129,95\$



PARIS MATCH
26 nos 155,74\$ 99,00\$



Sélection
12 nos 51,00\$ 24,95\$



TV HEBOO
1 an 155,48\$ 58,95\$



JOURNAL LE QUÉBÉC
1 an 400,40\$ 126,36\$



PRÊT À APPUYER SUR LE GOUTON
1 an 463,84\$ 126,36\$



LE DEVOIR
1 an 440,96\$ 192,95\$



le Soleil
1 an 341,12\$ 252,00\$



les affaires
2 ans 367,08\$ 79,99\$



Rogline
1 an 181,74\$ 31,50\$

JUSQU'À 90% DE RABAIS
SUR LE PRIX EN KIOSQUE

LES PLUS BAS PRIX GARANTIS!

POURQUOI PAYER PLUS CHER?